

*Groupes de jeunes
et pratiques éducatives en
PRÉVENTION SPÉCIALISÉE*

UNASEA

21 & 22 février 2008

Paris

(Retranscription de certaines interventions)

Thème : La Prévention Spécialisée et les groupes de jeunes : une nouvelle approche du terrain, un nouveau cadre d'intervention

Claude THIBAUT, Secrétaire général de l'UNASEA, membre du CTPS

Claude THIBAUT

Comment travaille aujourd'hui l'éducateur de Prévention Spécialisée, auprès des groupes au cœur de quartiers difficiles? Comment exerce-t-il l'approche d'un groupe? Comment gère-t-il sa démarche d'intrusion? Comment se fait-il accepter? Comment y joue-t-il une influence?

Il est extrêmement difficile de réaliser une simplification générale sur la notion de groupe en Prévention Spécialisée. Groupe de Jeunes sans qualificatif est insuffisant. On peut soupçonner que bien souvent une expérience négative commune est à l'origine du liant constitutif du groupe (mauvais résultats scolaires par exemple). Nous pouvons avancer que le groupe (la bande) est un espace de socialisation, il appartient à l'éducateur d'en faire un espace de socialisation positive.

Travailler auprès des Groupes en Prévention Spécialisée.

Travailler en Prévention Spécialisée auprès d'un groupe induit des rapports spécifiques à la loi, à la règle et aux jeunes en situation limite qui amène l'éducateur en permanence à s'interroger sur ses possibilités d'intervention et du comment mener un travail éducatif parfois au cœur d'actes délictueux.

Travailler dans la rue c'est rencontrer des groupes qui se sont constitués sans l'éducateur (à contrario des groupes constitués à l'initiative de l'éducateur dans l'ensemble des structures éducatives et que nous retrouvons en PS lorsque l'éducateur constitue un groupe pour une sortie ou un camp).

Travailler avec un groupe c'est se rendre visible pour l'éducateur, un groupe en prévention spécialisée se coupe le plus souvent de son environnement ; il se fait remarquer par la durée du stationnement en un ou plusieurs lieux.

Intervention auprès de groupe de vie

Les passages qui suivent sont extraits du livre : « Cette Prévention Spécialisée »¹ de messieurs Victor Girard, Jean Royer et Jean Marie Petitclerc. « Face à tous les groupes composés principalement de jeunes, qui traînent dans la cité, l'équipe a le souci de lutter contre le désœuvrement , grand facteur de délinquance, par la proposition d'activités, ne se confondant pas avec la simple animation, mais conçues comme support éducatif.

Il ne s'agit pas de remplir une tâche d'animation auprès des groupes de jeunes, mais de les aider à organiser par eux-mêmes leurs temps de loisir en partant de leurs souhaits.

L'équipe cherche à développer tout ce qui peut favoriser chez les jeunes une meilleure relation à leur propre corps, au groupe et au milieu extérieur, par le biais d'ateliers de créativité et d'expression, ainsi que la pratique du sport (sports de combat, sports d'équipe, varappe, voile). L'organisation de camps, de courte durée (trois dix jours) à faible effectif (une dizaine de participants et deux éducateurs), destinés en priorité à ceux qui ne sortent jamais, constitue également un axe de travail. Outre l'important aspect « découverte de milieux différents », (campagne, milieu marin, montagne, pays étrangers), la vie partagée dans le groupe durant le camp permet au jeune de se situer face aux autres, mais également de découvrir les exigences inhérentes à la vie collective.

Pour des jeunes présentant en majorité des carences d'ordre affectif et par là même une certaine inadaptation à la vie sociale, le groupe de vie, par la dynamique qui lui est propre, est utilisé comme moyen thérapeutique permettant aux jeunes de prendre conscience de leur difficultés relationnelles et de pouvoir ainsi modifier leur attitude. »

Dans la brochure intitulée « une démarche engagée »² , nous allons franchir un cap important quant au travail auprès des groupes: « la prévention spécialisée apporte son soutien à des groupes qui peuvent constituer alors des unités de base d'expériences de socialisation. Elle valorise les initiatives et projets de groupes, en encourageant et en soutenant parfois matériellement les actions projetées. Sans négliger l'impact psycho- affectif sur les personnes de la dynamique existante au sein d'un groupe, nous observons que les compétences qui se développent le plus sont relatives à la dimension du projet et à l'expérience des relations sociales. »

¹ Collection Prévenir la reproduction des phénomènes d'inadaptation sociale Pédagogie Psychosociale 60 / Fleurus. Pages 128 129.

² La Prévention Spécialisée, une démarche engagée- Conseil technique des Clubs et Equipes de Prévention Spécialisée. Mai 1998 page 26

Nous trouvons alors dans ce document une **première définition des missions de l'éducateur de Prévention Spécialisée en direction des groupes** : « L'éducateur se trouve placé dans une position particulière de vigilance visant à :

- **réduire les conflits au sein du groupe**
- **promouvoir les positionnements d'un leader positif**
- **faciliter l'expression de chacun au sein du groupe**
- **favoriser le positionnement de chacun dans le groupe** ».

Ces recommandations sont extrêmement intéressantes car elles modifient la signification (la mission) de la relation pour l'éducateur de prévention. En effet si celui-ci est dans une relation individuelle évoluée, basée sur l'échange avec le jeune à la fois spontané et amical, sans arrière pensée ; il en sera d'une toute autre nature dans sa relation avec les membres du groupe.

Avec le groupe il sera dans une relation instrumentale, toujours à visée utilitaire et comportant des arrières pensées. L'échange avec les membres du groupe est clairement établi à des fins de manipulation. « Dans la communication instrumentale, autrui est perçu comme un objet à exploiter, à séduire ou à tromper »³.

Des capacités d'empathie sont absolument nécessaires

L'éducateur de prévention spécialisée ne peut aborder cette démarche s'il ne possède une connaissance basique de la sociométrie⁴ qui permet de mesurer l'importance et l'organisation qui apparaît dans le groupe, à la lumière des attractions et des rejets qui se manifestent à l'intérieur de celui-ci. Il devra gérer en permanence les tentatives de manipulation dont il sera l'objet, éviter de tomber dans les labyrinthes du fonctionnement du groupe, gérer une bonne distance tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, bien analyser son processus interne (analyse, synthèse), bien comprendre les techniques de dérobades, du rôle de l'absent, être au clair sur les relations interpersonnelles des membres du groupe, à l'intérieur de celui-ci et sur son territoire d'intervention etc.

Une corrélation évidente avec ce qui vient d'être exposé est « l'espace temps » nécessaire à l'éducateur sur son secteur d'intervention avant de pouvoir avoir une telle action, il devra repérer et identifier les voies d'accès possibles, les moments psychologiques (quels pré requis ? quand ? où ? qui ? comment ? etc.) et les temps d'entrisme et de replis.

Le groupe sur le Territoire de la Prévention Spécialisée.

³ Dynamique et genèse des groupes. Gérald Bernard Mailhiot . epi 1972

⁴ au sens du Psychiatre et sociologue austro-américain J.L Moreno, fondateur de la sociométrie.

Tout rassemblement de personnes n'est pas un groupe. Certains groupes sont occasionnels, épisodiques ou transitoires. Nous retiendrons quant à nous que l'appellation de groupe correspond à une entité sociale aux contours définis : des personnes en interaction, avec un ou plusieurs buts, une structure de fonctionnement, le rassemblement à un but soit : vivre ensemble, **c'est le groupe de vie**; ou faire quelque chose ensemble, **c'est le groupe de tâche**. Ces groupes étant durables et permanents.

En Prévention Spécialisée, l'éducateur rencontre ces deux types de groupes. L'approche et l'entrisme de l'éducateur sont très différentes selon qu'il s'agit d'un **groupe de vie** ou s'il s'agit d'un **groupe de tâche**.

Pour le groupe de vie sur les territoires d'intervention, nous pouvons avancer qu'il se caractérise pour ces membres par :

- **un besoin de relations**, d'identification, besoin d'exister, de se sentir aimé, estimé, un besoin de sécurité, un sentiment d'appartenance ;
- **un besoin de sécurité** et d'efficacité , être seul présente un risque certain sur les secteurs d'intervention, faire partie d'un groupe amène une certaine sécurité par une reconnaissance, une forme de solidarité et une prise de confiance qui aide à une reconnaissance locale sur un espace restreint ;
- **un besoin de prestige** parfois, selon le statut et la place du groupe auquel le jeune souhaite adhérer.

Le groupe de vie est primaire :

- C'est le plus souvent un groupe restreint (moins d'une quinzaine de membres) où les relations de proximité, d'amitié et de face à face sont très présentes.
- C'est un groupe affectif dans lequel le jeune trouve sécurité, compréhension, estime et soutien.
- C'est le plus souvent un groupe homogène de type formel ; on sait qui en fait partie, où il se rencontre ; il a parfois ses rites.

Pour le groupe de tâche sur les territoires d'intervention, nous pouvons avancer qu'il se caractérise pour ces membres par :

- **un besoin d'avantages matériels**, cette motivation est forte ;
- **un besoin de se réaliser**, de prouver que l'on existe, de trouver une reconnaissance sociale locale ;

- **un besoin de prestige**, le groupe de tache est plus valorisé que celui de vie dans ce domaine; certains groupes sont vécus comme prestigieux par le succès local de leurs trafics; avoir des relations avec ceux qui exercent un pouvoir sur un territoire donné ou faire partie intégrante du groupe fait bénéficier du prestige et fait se hausser dans l'échelle sociale locale.

Le groupe de vie est secondaire :

- C'est un groupe où le jeune n'engage qu'une partie de lui-même.
- C'est un groupe où chacun sait quelle est sa place et ce que l'on attend de lui.
- C'est le plus souvent un groupe hétérogène, la diversité de ses membres permettant un fonctionnement opérationnel optimal
- C'est un groupe où il existe une répartition des places et des rôles et donc des responsabilités entre les membres.
- C'est un groupe fermé.
- C'est un groupe où l'on ne sait pas exactement qui en fait partie.

Dans le groupe de tache, l'unité et l'efficacité du groupe repose fortement sur le meneur (le leader, le chef) ; cette unité est perpétuellement menacée par les intérêts personnels de certains de ses membres; La structure hiérarchique dans ces groupes s'accompagne d'une structure fonctionnelle. Cette particularité nécessite que la répartition des rôles existe, que les pouvoirs et les liens de dépendance de chacun soient bien déterminés et contrôlés. On comprendra aisément que dans ce cas, l'approche d'un membre du groupe par l'éducateur nécessite une connaissance (objective, subjective ou intuitive) de son organigramme, de ses rites et de son territoire.

Tout groupe au fil du temps se cristallise sur des habitudes de vie et des habitudes de fonctionnement (territoire, lieux, horaires, dispositions statiques et dynamiques –ordre d'arrivée et de départ de ses membres etc.) c'est un élément important pour l'approche de celui-ci.

Axes de travail pour l'éducateur

Un groupe constitué pour répondre à un besoin d'idéal, à un besoin de donner sens à sa vie (groupe religieux) échappe aux dynamiques décrites et n'est pas concerné par l'approche ci dessous.

L'éducateur doit avoir présent à l'esprit en permanence que sa tolérance par le groupe passera par une personne (ou plusieurs). Les articulations entre la personne et le groupe sont les axes possibles d'approche et d'acceptation éventuelle pour l'éducateur.

Pour cela il doit pressentir les besoins fondamentaux de la personne qui, dans le cas de la prévention spécialisée, naissent le plus souvent de carences empêchant l'individu de s'épanouir, de s'accomplir et de vivre pleinement dans la société de consommation actuelle.

Il doit découvrir ou bien connaître l'histoire personnelle et les priorités de besoins que l'individu s'est définies ; en sachant que la priorité qu'il va rencontrer le plus souvent est celle de survivre ou vivre comme le consommateur des médias. Quel que soit le groupe auquel la personne appartient, elle vit la totalité de ses besoins et selon sa priorité. Ce schéma entraîne inévitablement des frustrations d'autant plus que, sur les territoires de la prévention spécialisée, les groupes n'ont pas une forte propension à répondre aux besoins fondamentaux des personnes.

Bien souvent leur histoire personnelle a rendu le jeune égoïste et l'un des levier d'approche dont dispose l'éducateur est la dualité entre les intérêts particuliers, les insatisfactions, les jalousies, les frustrations personnelles, les mécontentements, et ceux du groupe.

Tensions et conflits dans les groupes sont nombreux ; selon la place et le rôle de l'éducateur auprès des personnes du groupe il peut parfois participer (ou aider) à pousser au paroxysme la situation conflictuelle s'il souhaite que le groupe meurt ou dédramatiser (ou aider à) la situation, selon son désir de le voir se restructurer ou se pérenniser.

L'éducateur par rapport à la progression (l'évolution) d'un groupe à trois possibilités :

- aider à sa stagnation ;
- faire progresser le groupe ;
- freiner la progression du groupe.

La première possibilité ne mérite pas que nous attardions sur elle.

Faire progresser le groupe

Faire progresser le groupe est bien entendu la situation la plus dynamique et la plus valorisante pour l'éducateur. Cette progression peut revêtir deux axes pour l'éducateur : faire progresser le groupe vers plus de cohésion et d'unité, faire progresser le groupe vers plus d'efficacité et de dynamisme.

Cela peut être le cas d'un groupe de vie. Il pourrait s'agir d'amener celui-ci vers la citoyenneté et de faire prendre conscience de la nécessité à se structurer en association déclarée pour être connu et reconnu en tant qu'interlocuteur des pouvoirs publics sur un territoire.

L'action éducative (sociétale) de l'éducateur dans ce cas se justifie et est cohérente par l'affirmation d'une présence citoyenne en préparant les jeunes à la vie civique; en leur faisant découvrir et accepter des valeurs laïques, en leur montrant la nécessité de participer à un processus réciproque d'échanges et de communications et la nécessité d'accepter l'ensemble de droits qui sont autant d'obligations à l'égard des institutions qui peuvent les aider.

Cette mutation peut générer des attitudes et des réactions difficilement gérables pour l'éducateur. Il s'agit là de gérer la dualité entre le désir d'être comme tout le monde; pour d'autres ils estimeront que sombrer dans l'indifférence est pire que le mépris ; car dans ce cas vous n'existez pas⁵ et ils peuvent alors avoir recours à des provocations aux formes diverses notamment physiques, vestimentaires et verbales.

L'éducateur participe activement à l'ouverture du groupe, ouverture pouvant aller jusqu'à modifier ou officialiser ses objectifs (obtenir une salle, un terrain etc.) modifier ses méthodes et son organigramme (création de statuts associatifs avec mise en place d'un CA, le leader devenant ou pas Président etc.).

Durant la période de réalisation d'un tel objectif, l'éducateur devra au cours de son accompagnement éviter le durcissement des tensions ou conflits ; susciter l'esprit de groupe ; stimuler le dynamisme de chacun en tenant compte de sa place dans le groupe ; ajuster les dynamiques au projet ; susciter l'adhésion aux décisions ; veiller au réalisme des propositions et que les propositions correspondent bien aux besoins des membres du groupe.

Freiner la progression du groupe

Il s'agit d'une démarche délicate pour l'éducateur et elle doit être justifiée et longuement préparée. Cette démarche repose essentiellement sur la dramatisation des tensions et ruptures dans le groupe. Il s'agit de dévaloriser la fonction du groupe, la non réponse aux besoins du jeune, d'insinuer que la satisfaction pourrait se trouver ailleurs, de laisser entendre que les méthodes autocratiques du leader y sont vraisemblablement pour quelque chose, qu'il faut rester certes dans le groupe mais ne pas s'y investir autant que jadis, que si l'on est déçu que cela va s'arranger mais que si la déception persiste on verra.

Les axes de déstabilisation passe par des propos, par l'utilisation de peurs que l'on déforme et grossit (peur de l'avenir, peur des nouveaux membres, peur de ce que l'environnement va penser, peur de l'image donnée), par l'utilisation de boucs émissaires qui peuvent être une institution, une chose ou une personne.

⁵ Hamlaoui Mekachera, président du conseil des Français Musulman.

L'utilisation de conflits d'influence à l'intérieur du groupe est un levier possible pour l'éducateur, le plus commun est le conflit de personnes où là également dédramatisation ou dramatisation de la situation est possible en utilisant le conflit de rôles (tu es sûr que X est le plus compétent pour être ou pour faire...); assez proche des conflits de personnes nous trouvons dans les secteurs de Prévention Spécialisée la compétition ou parfois « tous les coups sont permis » à l'encontre des concurrents et enfin les conflits d'obstruction qui dans ces groupes relèvent assez rarement de stratégie élaborée.

Lors de la régression d'un groupe, l'éducateur doit se montrer vigilant. Des émotions intenses peuvent voir le jour, tout peut devenir dramatique, passer d'un extrême à l'autre, des réactions en chaîne imprévisibles survenir. C'est toujours par une crise du « leadership » que s'amorce la désintégration d'un groupe.

Le groupe et l'environnement

Le statut social est recherché par le groupe, soit de manière visible pour les groupes de vie soit de manière discrète mais prégnante pour des groupes de tâches.

Un statut le plus élevé possible est recherché au sein du milieu ambiant d'appartenance à cause du prestige et du respect (lié au pouvoir) qui l'accompagne.

Plus le statut est élevé, plus il attire et de nombreux jeunes accepteront d'y avoir personnellement un statut relativement bas à cause du bénéfice qu'ils retirent de l'appartenance à ce groupe.

Les groupes visibles, vécus comme perturbateurs, en Prévention Spécialisée sont le plus souvent des groupes de vie. Ce sujet a été traité dans le rapport « La violence des jeunes en milieu urbain »⁶ : « Contrairement à ce que laisse croire le discours de sens commun, ces jeunes ne sont pas liés à la criminalité organisée (grande délinquance, filière du trafic de drogue...) qui suppose davantage d'incivilité et de discrétion.

Ainsi, des équipes de rue constatent, que sur certains quartiers, les jeunes adultes les plus impliqués dans la délinquance (économie parallèle) sont souvent à la recherche d'une respectabilité. Les jeunes qui se manifestent dans des actes visibles sont très rarement initiateurs de la délinquance la plus organisée.

Ils fonctionnent souvent en groupe de quartiers et s'identifient à un univers restreint qu'ils valorisent (le groupe de copains qui a un rôle refuge et protecteur). Ils survalorisent également leur territoire (cages d'escalier ou certains espaces publics qui sont sacralisés).

⁶ La violence en milieu urbain- Ministère du Travail et des Affaires Sociales- DGAS 6Edition Sicom n° 960996- Diffusion la Documentation Française- page 17/18

« Cette appropriation anarchique de ces espaces de passage par les groupes de jeunes dérange l'ordre des choses et les usages sociaux »⁷ et crée des conflits avec des adultes ».

« ...En groupe ils pouvaient se faire une plus haute idée d'eux-mêmes que seuls et satisfaire le besoin qu'ils avaient de se prouver qu'ils étaient forts. Ils pouvaient apaiser leurs doutes constamment renforcés par l'attitude de la majorité rangée. Pour les jeunes, exclus de l'admiration et des assurances mutuelles qui caractérisent les groupes établis, les bandes constituaient une société rudimentaire d'admiration réciproque... »

Mochet Elias – Jaho Sevison

« Logiques de l'exclusion » pour Fayard, 1997

⁷ « Vandalisme au quotidien »- Marceline BARNOUD- Educatrice Spécialisée- Mémoire de maîtrise en Sciences Sociales- 1994

Thème : l'évolution des bandes de jeunes jusqu'à nos jours : réflexion croisée sur les conditions d'accès à la vie adulte et le fonctionnement des quartiers

Marwan MOHAMMED, sociologue, Centre de Recherches Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales (CESDIP)

Marwan MOHAMMED

L'intitulé comporte un mot, il parle d'une période. Le mot que j'utilise et le concept sur lequel je vais m'appuyer, c'est le terme "bande". Ce terme n'a quasiment pas été utilisé ce matin. Pourtant, je pense que c'était quand même dans l'esprit des orateurs de traiter du sujet des « bandes de jeunes ». Le fait de l'utiliser ou de ne pas l'utiliser n'est pas neutre. Ce terme pose un vrai problème. Pour nous sociologues, quand on construit des concepts, on essaie de construire des concepts qui soient les plus neutres possible, et le mot « bande » est loin d'être neutre, et cela, depuis le Moyen-Âge, quand on regarde l'étymologie de ce terme, on voit très bien qu'il y a une connotation qui est rapidement devenue négative. Au départ, le terme signifiait une troupe, puis c'est devenu un terme militaire, une troupe unie sous la bannière d'une armée, sous l'autorité d'un chef. Puis rapidement, c'est devenu un terme pour désigner tous les marginaux et les déviants depuis le Moyen-Âge, les maraudeurs, les bandes de maraudeurs, les bandes de marginaux. Puis de ce terme, on a fait « contrebande », « débandade », etc. Effectivement, dans l'imaginaire collectif, c'est un mot qui pose problème. Il y a même eu au début des années 80, un débat entre les sociologues, soulevé par François DUBET avec la publication du livre « *La Galère* », que vous devez connaître et qui disait que les bandes n'existaient pas. Il y a eu un débat sur l'existence même des bandes, parce que les uns et les autres ne s'entendent pas sur la définition et c'est un terme qui renvoie à des représentations collectives tout à fait particulières. En France, généralement, on parle de bande et on pense au gang, un peu sous le modèle de l'imagerie de ce qui nous vient des États-Unis. Ils faut un chef, un nom, un territoire, quelque chose de très structuré, alors que même aux États-Unis on a des gangs très structurés et d'autres qui le sont moins et qui sont pourtant aussi des gangs.

Je vais reprendre le terme « groupe naturel » qui était employé ce matin, c'est le groupe de base. Une bande de jeunes est un groupe naturel. Mais la distinction entre un groupe de pairs, un groupe de jeunes, même dans les quartiers populaires, et une bande de jeunes, s'est l'orientation des conduites, le système d'attitude, le type de comportement, le rapport à l'ordre public, le rapport à l'environnement, et le rapport à la loi. C'est ce qui va faire une distinction.

Je suis d'accord, c'est très poreux, la frontière est très fine entre un groupe et une bande, entre quelqu'un qui participe aux bandes et quelqu'un qui ne participe pas, mais il faut accepter dans l'analyse d'intégrer cette porosité des frontières, les choses ne sont pas tranchées, c'est ainsi dans la réalité. Quand j'utilise le terme et le concept de bande, c'est un groupe qui est dans une orientation, dans une dynamique déviante. C'est-à-dire que dans le groupe il y a des pratiques déviantes régulières quand même, c'est quelque chose qui fait partie de la vie du groupe, qui le structure quelque part. Deuxièmement, le critère qui me semble important, c'est l'hostilité sociale. Il y a une hostilité réciproque entre les bandes et leur environnement. C'est ce qui fait une distinction. On peut voir une différence. Donc, c'est quelque chose qui est fondamental dans la définition, et c'est une définition empirique basée sur les observations — on regarde plein de jeunes dans les quartiers populaires, on distingue tout ce qui relève de ce que j'appelle le « pôle des sociabilités déviantes », et le reste des sociabilités, cela n'empêche pas une cohésion commune, une identité collective commune, un sentiment d'appartenance au même territoire et au même quartier. Mais, il n'empêche qu'au sein d'un même quartier, on a des groupes qui ont des logiques différentes et qui ne relèvent pas du même type d'intervention. Voilà donc à quoi le terme « bande » réfère dans mes propos. Ma comparaison de la période desdits « Blousons noirs », à la fin des années 50 — début des années 60, et les bandes de jeunes aujourd'hui, j'ai vu des articles dans les médias, qui titraient sur « des bandes de noirs ». On est passé des « bandes de blousons noirs » aux « bandes de noirs », et c'est une évolution qui n'est pas neutre. On avait peur des blousons noirs, aujourd'hui l'ethnicisation du problème est une des évolutions (je reviendrai là-dessus).

Pour comparer, le minimum est d'avoir une certaine méthode : une méthode de comparaison à la fois dans l'espace entre ici, le Kenya, l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale, l'Afrique du Nord, le sud de la France pour comparer les zones entre elles, pour avoir une méthode qui soit solide, pour savoir sur quelles bases on compare. Et pour comparer dans le temps, c'est la même chose. Au jour d'aujourd'hui, on n'a pas forcément les mêmes types de phénomènes, en tout cas, cela ne prend pas la même forme selon les régions ou les quartiers, etc. On manque un peu d'outils qualitatifs pour essayer de comparer de ce point de vue. C'est le premier point. Pour comparer des espaces ou des périodes, on prend en compte ce que j'appelle des « dynamiques d'émergence », des contextes d'émergence des bandes de jeunes. Ces dynamiques d'émergence, je vais en parler en prenant un point, parce que je n'ai pas le temps de traiter tous les points en vingt minutes : ce sont les modalités d'entrée dans la vie adulte. Toutes les études sur les bandes de jeunes montrent bien que c'est une période, une

phase transitionnelle. À un moment donné, on en sort et on passe à autre chose. La plupart passent à autre chose. C'est pourquoi on a toujours des bandes de jeunes essentiellement dans les quartiers populaires, cela commence à l'adolescence, au début du collège essentiellement où les groupes se forment, pendant le collège (pour des raisons que j'aurai peut-être l'occasion d'explicitier une autre fois), et continuent au lycée, puis après la vingtaine, la bande décline — les relations s'individualisent et on passe à d'autres formes. Cela ne veut pas dire que la fin de la bande est la fin de la délinquance, une petite partie continuera dans une carrière délinquante. Mais, selon les observations que je mène, la plupart des membres d'une bande passent à autre chose. Donc, les conditions d'entrée dans la vie adulte sont assez intéressantes pour comparer des périodes. C'est le rapport à la scolarité, c'est le rapport à l'insertion professionnelle, c'est le rapport au territoire, c'est l'univers culturel, c'est le contexte économique, etc. C'est le degré de présence institutionnelle. Les blousons noirs étaient déjà encadrés par des éducateurs à l'époque – des éducateurs de rue qui agissaient sur le groupe. Il serait intéressant de revenir un peu sur les témoignages des éducateurs de l'époque, sur leur manière de travailler avec les blousons noirs. Je vous invite à relire le bouquin qui a été réédité il n'y a pas longtemps de l'ethnologue Jean Monod, « *Les barjots* ». C'est une enquête ethnographique, et l'avantage de l'ethnographie menée à Paris et en banlieue parisienne est de tout dire et de rentrer dans le détail des relations, le détail des acteurs, et Jean Monod parle des acteurs institutionnels. Il parle de la prévention, de ses victoires, mais aussi de ses limites, de ses échecs et de ses difficultés, etc.

Quelles évolutions entre les blousons noirs et aujourd'hui ? Derrière la question : quelles évolutions, quel contexte de vie, il y a aussi quel contexte de travail. Parce que je vais toujours garder à l'esprit que c'est la prévention spécialisée qui nous réunit, c'est ce thème qui nous réunit. Vous êtes des professionnels et donc derrière cela, c'est votre pratique. Donc, quelles étaient finalement les conditions à ces éducateurs de l'époque ? Les conditions de leur travail ? Quels arguments avaient-ils ? Qu'est-ce qu'ils pouvaient avancer ? Et, à quoi ils se heurtaient ?

Le premier point que j'aimerais traiter, c'est le rapport à l'école. C'est une évolution tout à fait fondamentale dans le phénomène des bandes de jeunes, surtout dans la construction du phénomène. Quand on regarde les profils des jeunes en bandes, les blousons noirs, certains allaient à l'école, d'autres non, mais la place de l'école n'était pas aussi centrale dans la construction des destins sociaux et professionnels. Les enjeux qui entourent la question

scolaire à la fin des années 50 sont infiniment moins importants que les enjeux actuels. Il est donc un peu logique que les tensions entre le phénomène des bandes et l'école, soient fortes aujourd'hui. C'est une conséquence logique de la démocratisation scolaire. Quelques chiffres : la population scolaire du secondaire va doubler entre 45 et 58 — on est déjà sur une évolution — et croît encore de 65 % entre 59 et 64. Pour autant, le pourcentage en 62 des 11-17 ans scolarisés est à peine de 50 %, malgré ces évolutions. On est donc sur une évolution, mais pas une évolution fondamentale. Aujourd'hui, nous sommes à 100 %. À part quelques-uns qui sont déscolarisés avant 17 ans, statistiquement cela reste un chiffre réduit à l'échelle nationale. La prolongation de la scolarité va redéfinir les temps sociaux, les temps de la jeunesse, les temporalités, les modes de vie, les conditions de vie, les représentations.

L'une des conséquences de cette scolarisation de masse, c'est que finalement les identités vont se construire de plus en plus dans la sphère scolaire, notamment pour les milieux ouvriers, et beaucoup moins dépendante de la sphère familiale et de la sphère ouvrière de manière générale.

Donc, cette scolarité n'est pas un enjeu fondamental. Pour les familles, pour les parents, les attentes scolaires ont littéralement explosé depuis cette période. Là aussi un chiffre tiré des données et des enquêtes officielles : en 1962, 29 % des parents souhaitent que leurs enfants atteignent le bac, 29 % de manière générale et 15 % pour les ouvriers. Ces mêmes parents ouvriers sont 76 % en 1992. C'est un peu vieux comme chiffre, cela a augmenté depuis. À l'échelle nationale, on passe en 1992 à 85 %. Les enjeux scolaires se sont amplifiés dans l'élaboration des destins sociaux.

La durée de scolarité s'est allongée. Le niveau de diplôme requis pour accéder à l'emploi s'est élevé. Les relations entre les jeunes et l'école se sont imposées comme un élément central du processus de socialisation. L'école est devenue un lieu de vie à part, qui joue dans la construction des bandes. Et comment elle joue ? Un, à la fois au niveau des scolarités et des performances scolaires, du capital scolaire et du niveau de formation. Cela se joue à l'école — bien sûr avec d'autres acteurs comme les parents notamment, mais cela se joue à l'école. Du coup, en cas d'échec, l'école pour bon nombre de jeunes est tenue responsable. Je vous ai parlé d'hostilité sociale, l'hostilité sociale se construit pendant la période scolaire, notamment en rapport avec l'institution scolaire. La question des rapports avec d'autres formes d'institution, que ce soit les travailleurs sociaux ou les forces de l'ordre ou les acteurs du

monde judiciaire de manière générale, n'intervient qu'après. En amont, c'est dans le rapport à l'école que cela se joue, d'où dans les bandes de jeunes, une forte défiance vis-à-vis de l'institution scolaire, des discours assez négatifs. Ce n'est pas un rejet de l'école, ce n'est pas une culture anti-école, c'est une frustration énorme qui s'exprime et qui va être « recyclée » entre guillemets dans la dynamique collective de la bande. L'hostilité sociale naît là, c'est fondamental.

Le deuxième point que j'aimerais aborder, c'est la question de l'insertion professionnelle. Effectivement, les bandes de jeunes sont d'abord des bandes d'adolescents. La question d'insertion se pose en fin de minorité/début de majorité. Mais, la question de l'insertion professionnelle est fondamentale pour un point, et vous voyez bien qu'il y a un lien entre les scolarités et l'insertion professionnelle, car c'est là que se joue l'entrée dans la vie adulte. L'entrée dans la vie adulte, c'est l'accès à l'emploi, la décohabitation avec les parents, l'accès à la vie de couple, l'accès au logement et l'accès à la citoyenneté. Ces cinq éléments définissent un peu l'entrée dans la vie adulte. À part l'accès à la citoyenneté (condition d'âge et de nationalité), ces points sont déterminés directement par les conditions d'existence. Quelles sont ces conditions d'existence ? Si on prend et si on compare les contextes — il faut savoir qu'en 1968, le taux de croissance se situe, et depuis plus de vingt ans, aux alentours de 5 % par ans. La richesse produite doublait tous les quinze ans. Les Trente Glorieuses, c'est-à-dire la période 45-75 (les blousons noirs sont en plein dans les Trente Glorieuses), est une période sans précédent historiquement d'enrichissement du pays.

Ces périodes d'expansion se traduisent dans les conditions d'accès à la vie professionnelle, et il est préférable d'avoir vingt ans en 1968 – un peu après, lorsque le taux de chômage dans les deux ans de sortie des études et de l'univers scolaire est de 4 % — qu'en 1994, où ce taux culmine à 33 %. Et c'est une moyenne nationale. Cela veut dire que si on prend une catégorie jeunes garçons ou une catégorie jeunes filles des quartiers populaires des milieux ouvriers, et si après on vient prendre l'origine ethnique en plus, on monte à des taux de 50 à 55 %. C'est-à-dire dix fois plus que les jeunes ouvriers. Le contexte n'a rien à voir. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire que l'éducateur (pour reprendre l'éducateur : quels sont ses arguments ?), quand il vient faire son travail, contraindre, moraliser le blouson noir, moraliser le délinquant, le prendre en charge et l'accompagner, il a comme argument, l'emploi stable (en CDI à temps plein), il a l'accès au logement et l'accès à la vie en couple, etc. Si en plus de cela, on se rappelle qu'il y avait un service militaire obligatoire qui faisait couperet dans les parcours,

aux alentours de la vingtaine, on revenait de l'armée et on se casait, c'était les parcours typiques. Ce mode d'organisation de la vie juvénile à la fin des années 50 et au début des années 60, a complètement évolué par rapport à aujourd'hui. Quelques données quand même qui me semblent intéressantes. Je ne vais pas vous les donner toutes.

D'abord, vous dire que les bandes de jeunes et les blousons noirs travaillent pour la plupart. La plupart sont ouvriers. Ils peuvent se permettre de s'arrêter de travailler pour s'amuser en bandes parce qu'ils savent très bien qu'ils peuvent changer de patron comme ils veulent, quand ils veulent et revenir dans l'univers professionnel assez facilement. Cela change tout dans le rapport à l'emploi. Du coup, ce qui s'exprime dans le rejet de l'usine, dans le rejet du travail à l'époque des blousons noirs, c'est un rejet de la condition du père, de la logique de reproduction. C'est un rejet de la condition ouvrière, disqualifiée, dévalorisée, et finalement, ils observent très bien qu'en travaillant, on n'est pas forcément riche (ils n'ont qu'à observer autour d'eux) et du coup, on repousse l'entrée dans la vie adulte, « finalement on sait que notre destin est d'être ouvrier », donc on repousse cette entrée au maximum. Dans les entretiens, cela ressort bien. Je parle des bandes de jeunes et des problèmes de délinquance, etc. Je ne parle pas d'accompagnement d'autres formes de problème social.

Aujourd'hui, le rapport au travail a évolué. Vous êtes bien placés pour le savoir, c'est la possibilité même de l'insertion professionnelle qui n'a strictement rien à voir. Déjà le taux de chômage est important, le niveau de scolarisation n'est pas important, le niveau de diplôme requis pour accéder à l'emploi stable (les enquêtes le montrent très bien : plus cela monte, plus on a des chances d'avoir un emploi stable et plus rapidement). Du coup, le rapport au travail est différent. Les difficultés d'accès à l'emploi sont compliquées. Quand je dis cela, il faut savoir aussi qu'une partie des jeunes en bande que j'observe aujourd'hui, a la possibilité pour certains de s'insérer. J'en ai même observé qui avaient un petit emploi qui l'ont quitté pour des raisons multiples. Ce n'est pas complètement cloisonné - en tout cas dans la région parisienne. Là, il faudrait faire des différences régionales parce que nous sommes directement liés aux bassins d'emploi. Les éducateurs à Paris ont peut-être plus de flèches à leur arc pour agir que des éducateurs qui travaillent à Noyon. Je prends la ville de Noyon au hasard parce que j'y étais il n'y a pas longtemps (je ne veux pas stigmatiser Noyon, il ne faut pas m'en vouloir si certains viennent de Noyon). C'est une ville assez sinistrée d'un point de vue économique. Certaines zones en France sont vraiment sinistrées. Malgré la bonne volonté et les possibilités, le stock d'emploi (pour parler comme les économistes et les administratifs qui sont assez éloignés des considérations) est réduit. À Paris, on a plus de marge quand même.

Quand je parle de difficultés d'accès à l'emploi, c'est tout ce qui est de l'ordre de la précarité. Il ne suffit pas de travailler pour pouvoir accéder à la vie adulte, le nombre de travailleurs pauvres, le prix des logements, la pénurie de logements. Donc, les conditions ne sont pas les mêmes. Derrière cela, la puissance d'attrait des bandes et la durée de vie des bandes s'allongent. Et là il y a une donnée qui est assez intéressante : j'ai comparé la période d'engagement dans les bandes à la fin des années 50, début des années 60, en Belgique, en France. En gros, vous commencez à quinze ans et vous finissez à vingt ans.

(...)

L'ethnisation, c'est-à-dire le facteur ethnique dans, premièrement les discours sur les bandes, deuxièmement les représentations sur les bandes, troisièmement la formation des bandes (le contenu symbolique de l'univers des bandes et les référents) — ce sont ces questions qui sont posées à partir du début des années 80. Quand je vous dis représentation, quand on lit Monod qui a écrit à l'époque des blousons noirs : « *J'avais eu maintes fois l'occasion de constater le racisme des voyous, je me l'étais expliqué par des motifs économiques, marginaux comme le voyou, les « crouilles » constituent une masse sous prolétarienne qui favorise au détriment des jeunes, une dévaluation des salaires.* » La vieille accusation des immigrés mangeurs de pain, celui qui dévalue les salaires et qui ne lutte pas syndicalement. Il y avait donc cette défiance vis-à-vis des travailleurs immigrés dans les années 50-60, et cela s'est prolongé. Mais la question de l'origine ethnique des membres des bandes, Monod raconte de jeunes Algériens ou d'origine algérienne (déjà une première génération dans les années 60 à Sarcelles, dans le nord de Paris) et une forme de défiance. Monod raconte aussi que les jeunes immigrés qui étaient dans les bandes de blousons noirs, à majorité autochtone, devaient en faire un peu plus pour s'attirer une certaine légitimité et une certaine sympathie. Donc cette question est déjà là. Ce qui est assez intéressant, c'est qu'on en parle dans les médias et dans les discours publics qu'à partir du début des années 80 (fin des années 70) avec l'émergence des émeutes dans la banlieue lyonnaise, et là le regard change, le discours change. Je vous citerai un article du *Figaro* du 7 juillet 1981 (j'aurai pu prendre un autre journal, ce n'est pas un mouvement réservé à la droite ou aux conservateurs - même aujourd'hui quand on lit la presse, il n'y a pas de grosse distinction si ce n'est en fréquence), qui s'inquiète de voir les cités populaires passer « *sous la coupe des loubards* », et de devoir se plier à la « *loi des bandes maghrébines* ». Voilà ce qu'on peut lire dans *Le Figaro* en 1981. C'est une rupture dans les représentations et dans les discours.

Forcément, derrière cela, il y a une évolution démographique. La population immigrée notamment avec le regroupement familial, les familles immigrées prennent de plus en plus de place. Il y a la crise économique qui depuis cinq ou six ans déjà touche les cités populaires et en premier lieu les familles maghrébines. Il y a une sorte de défiance réciproque entre ouvriers selon leur origine. Il y a un contexte qui n'est pas bon. Et il y a des jeunes qui deviennent visibles avec ces émeutes, avec ces logiques de révolte. Depuis le début des années 80, cette question est restée. Elle est restée jusqu'au début des années 90, réservée à des discours qualifiés de réactionnaire (« les bandes maghrébines c'est du racisme, etc. »). Puis à partir du début des années 90, dans les rapports de police, dans des rapports des renseignements généraux, la question des bandes ethniques apparaît. Les renseignements généraux commencent, à partir des années 90, à s'intéresser aux bandes de jeunes, aux violences urbaines, aux quartiers populaires. À l'époque du début des années 90, ce sont les « Zoulous ». Ceux qui connaissent les Zoulous à Paris, ce sont les « Black Dragons », c'était la Défense, Gare du Nord, Châtelet, qui étaient des places fortes. D'ailleurs, la Défense est restée traditionnellement une place forte. Vous avez entendu récemment parler à Gare du Nord d'affrontements entre bandes. Ce sont des bandes assez bien structurées, qui avaient des références symboliques et empruntées. Le nom des « Zoulous » et des « Black Dragons » n'était pas imposé de l'extérieur, mais intérieur. Ce n'était pas un critère ethnique pour former les bandes. C'était des référents symboliques, une construction identitaire qui empruntait aux origines des uns et des autres. Mais les bandes en tant que telles étaient quand même mixtes, comme aujourd'hui les bandes sont mixtes. Le problème est que nous avons une ségrégation des territoires qui s'est accrue depuis dix ou quinze ans, dans les quartiers populaires français, ce qu'on appelle les zones urbaines sensibles. Il y a mille façons de parler des quartiers pauvres. Et cette logique de ségrégation a été marquée par une forme de concentration ethnique. Les logiques de peuplement en France sont des logiques par origine sociale. C'est ce qui prédomine. Dans certains lieux, on a de plus en plus une forme de concentration avec des populations qui deviennent majoritaires dans certains quartiers. Logiquement les bandes de jeunes qui sont le reflet de la population sont majoritaires. La question est posée : « Quelle est la place de l'ethnique dans la formation des bandes et dans les références symboliques des bandes ? ». Je pense que c'est une question légitime, car l'ethnicisation et la racialisation des discours qui sont de plus en plus fortes aujourd'hui d'un point de vue politique. Les plus hautes autorités de l'État ethnicisent les populations. On nomme des préfets selon leur origine religieuse, ou des ministres ou présentateurs de JT en fonction de leur origine — la question est sur la table. On accuse des partis de discrimination, de ne pas laisser de place à la

diversité. La diversité des minorités est centrale et tant mieux, car il faut du débat. On voit aussi émerger des mouvements revendicatifs politiques sur la base des origines ou du passé migratoire. Cette question est donc tendue, elle est présente dans le débat. Et les bandes de jeunes ne sont que le miroir des évolutions sociales. Il n'y a pas de raison que les bandes soient complètement à l'écart du reste de la société. Quand j'écoute les discussions politiques au sein même des bandes de jeunes, « c'est quoi la Tribu K ? », « c'est quoi le délire ? ». La Tribu K est quand même un groupuscule qui émerge maintenant, et qui n'a pas émergé il y a dix ans. Pour ceux qui ne connaissent pas, Tribu K est un groupuscule qui a été interdit et dissous par l'actuel président de la République, dont la cohésion est basée sur la couleur de la peau. C'est une tribu noire, c'est un groupuscule basé sur l'identité noire.

Cette ethnicisation est une évolution qui me semble fondamentale, à la fois dans les discours, et dans le fonctionnement des bandes. C'est une question qu'il faut prendre en compte. L'ethnicisation est accompagnée dans la vie des quartiers populaires et au sein des bandes de la question religieuse. Elle a été posée tout à l'heure. Elle est essentiellement posée en termes de risque dans le débat public. Ce n'est pas seulement une question de risque, d'enrôlement et d'envoi en Irak ou en Afghanistan, c'est une question beaucoup plus profonde qui est posée dans la société, à mon avis. Ce n'est pas seulement la question de l'islam qui a été la référence aux textes de Dounia Bouzar qui font référence à l'islam. Les acteurs religieux dans les quartiers populaires (pour des raisons démographiques, il y a une domination des musulmans dans certains quartiers, mais dans les quartiers dans lesquels je travaille, ce sont à la fois des évangélistes protestants, ce sont les témoins de Jéhovah, ce sont les musulmans, ce sont les catholiques de gauche) forment une offre de discours religieux, avec un retour progressif depuis le début des années 90, du sentiment et de la pratique religieuse, notamment dans les populations musulmanes. Ce qui est intéressant, c'est que cela touche peu la question du fonctionnement interne des bandes de jeunes. Il n'y a pas plus de référent ethnique pour former les bandes, et encore moins de référent religieux. Il y a même une contradiction claire entre les discours religieux, et le fonctionnement et les pratiques mêmes de ce qui fait les bandes de jeunes. Je pense qu'il faut avoir une vision un peu plus globale pour l'analyse, qu'une approche en termes de risque.

Dernier point que j'aimerais traiter et qui me semble tout à fait fondamental, c'est l'arrivée des drogues dans les quartiers populaires, fin des années 70, début des années 80. C'est une évolution qui est fondamentale et centrale. Il n'y a pas de question de trafic de drogue à l'époque des blousons noirs, ce n'est pas quelque chose de présent dans les milieux ouvriers,

c'est quelque chose qui va concerner plus tard une petite frange des blousons noirs qui s'est insérée dans le milieu, à savoir le milieu criminel, qui a recruté quelques leaders et pas plus. Alors que les bandes d'adolescents et les bandes de jeunes, sont vite confrontées aux aînés et à la question du trafic. D'un point de vue symbolique d'abord car les trafiquants ont un certain prestige local, une forme de réussite sociale, les aînés ont aussi un pouvoir sur les plus jeunes. À la rigueur, ce qui est intéressant dans les bandes de jeunes, c'est que la seule forme d'autorité acceptée est celle des grands, et de ces grands là. On ne va pas écouter les parents (ou peu), les institutions, les travailleurs sociaux qui vont avoir le plus grand mal à agir d'un point de vue éducatif sur les jeunes délinquants engagés dans les bandes, etc. Par contre, je suis assez surpris de voir l'autorité, l'emprise et la légitimité des plus grands dans ce pôle déviant, dans l'univers du trafic sur les plus jeunes. C'est aussi une instrumentalisation dans le fonctionnement du trafic de manière ponctuelle. Effectivement, ils sont assez bien formés dans les conduites déviantes et délinquantes, ils ont assimilé les codes de la rue (ne pas parler, faire attention) ils ont déjà certaines compétences appréciées pour les rôles subalternes dans la réalisation du trafic (guetter, livrer, informer, etc.). C'est fondamental aussi dans la longévité des bandes de jeunes. Finalement, le trafic fait office de prolongement de carrière possible. Alors qu'à la période des blousons noirs, on savait très bien qu'après la bande, c'était l'armée, l'insertion et la famille. En gros dans les discours, cela ressortait bien. Alors qu'aujourd'hui, il y a une sorte de prolongement de carrière qui est possible et qui est effectif pour une petite partie des jeunes qui participent à la vie des bandes, donc le contexte a changé. Il a changé aussi parce que derrière les enjeux économiques et judiciaires de l'organisation du trafic, il y a l'enjeu du territoire et du contrôle du territoire. Je pense que c'est une des difficultés à laquelle se heurtent les travailleurs et les éducateurs de rue : il y a des enjeux au niveau du territoire. Combien d'éducateurs ont reçu des pressions d'acteurs locaux, de délinquants locaux, parce qu'à un moment donné ils étaient perçus comme un formateur potentiel ou quelqu'un qui gêne parce qu'il essaie d'enrôler un jeune utilisé ? Ce n'est pas neutre. Dans l'univers des bandes, c'est quelque chose d'important.

Dernier point que je traiterai avant d'ouvrir le débat (je suis désolé, j'ai vraiment dépassé le temps qui m'était imparti, je suis toujours plus long...).

Dernier point qui me semble important, c'est la modification de l'offre institutionnelle. Quand on compare la période des blousons noirs avec celle d'aujourd'hui, on se rend compte que les dispositifs et le degré de pénétration institutionnelle se sont développés. Il y a plus de moyens pour la prévention spécialisée, elle s'est diversifiée (l'animation, la médiation, la

multiplication des acteurs éducatifs, développement du partenariat qui aujourd'hui se fait de plus en plus entre les acteurs classiques de la sécurité et les acteurs traditionnels de l'éducation et de la prévention sociale). C'est un enjeu qui vous regarde dans vos pratiques. Mais dans l'encadrement des bandes de jeunes, ce n'est pas neutre. Cela modifie la donne dans le fonctionnement et la formation des bandes. Il y a tellement d'acteurs et les bandes se forment quand même malgré la multiplicité des acteurs qui tendent d'agir dessus, cela fait un effet de renforcement de la bande sur elle-même. On a l'impression que plus il y a d'acteurs, plus la bande se replie sur elle-même. Elle est moins ouverte à la collaboration avec les acteurs institutionnels qui sont multiples, soit en mandat individuel, soit en travail sur le groupe. De ce point de vue, c'est important.

Enfin, vrai dernier point, c'est la question de l'expérience carcérale. Le nombre de jeunes en bandes qui ont une expérience carcérale, et le temps de l'expérience carcérale aujourd'hui est beaucoup plus important qu'à l'époque des blousons noirs. C'est lié à la multiplication et au renforcement de la justice pénale des mineurs et à son durcissement. C'est aussi lié au développement et à la multiplication des forces de l'ordre et à leur diversification d'intervention dans le territoire (il y a plusieurs intervenants en termes de sécurité). J'ai comparé dans les années 80-90, sur un même territoire, il est difficile d'être dans une bande et d'échapper aux acteurs du monde judiciaire. C'est difficile de ne pas être repéré, fiché, et ne pas passer par la case justice, si ce n'est pas la case prison pour les plus engagés. Ce n'est pas neutre de passer par la case prison. Un chercheur, Martin Sanchez Jankowski a montré que la politique d'incarcération de masse qui a été menée aux États-Unis à partir des années 90, a eu à long terme des effets tout à fait négatifs et contre-productifs dans la structuration des bandes, dans leur renforcement à long terme.

Je vous laisse sur ce point et je vous remercie de votre écoute. (Applaudissements)

Modérateur/animateur (Claude THIBAUT)

Avant de vous donner la parole, je vais me permettre de revenir sur le début de votre intervention et le fait que notamment, en ce qui me concerne, je n'ai pas employé le terme de bande. Je trouve cela extrêmement intéressant. J'ai un petit début de réponse à vous donner. Simplement, et cela me paraît important de vous le dire, par rapport à ce que je vais vous dire dans quelques instants. Dans mon intervention tout à fait au début, j'avais écrit « *Nous pouvons avancer que le groupe est un espace de socialisation.* » Je n'ai pas employé le terme de bande. Pourquoi ?

Thème : De la socialisation de la jeunesse aux sociabilités juvéniles : la place du groupe

BORDES Véronique, CREF, Université Paris X Nanterre

Avant d'aborder la socialisation, les sociabilités et le groupe de jeune, il semble nécessaire de revoir comment la jeunesse s'est constituée comme groupe social en lien avec l'évolution de la société Française.

1. Jeunesse

Depuis quelques années, la jeunesse est considérée comme vecteur du changement social que l'on se place du côté des garants de l'ordre public qui s'en inquiète ou du côté des progressistes et des révolutionnaires qui s'en réjouissent.

La jeunesse apparaît réellement dans les années 1950, après la deuxième guerre mondiale, même si dans l'entre-deux-guerres commencent à apparaître les mouvements d'éducation populaire (1926, la JOC) qui ont pour mission d'encadrer et d'éduquer la jeunesse. Pendant le Front Populaire, la jeunesse devient une préoccupation d'Etat, puis sous le gouvernement de Vichy apparaît la première préoccupation politique de la jeunesse toujours dans le but d'encadrer et d'éduquer de façon totale.

En 1950, la politique en direction de la jeunesse se développe avec la création d'un Secrétariat d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports. La jeunesse est désormais inscrite comme objet politique : elle existe, elle relève d'une politique spécifique et elle devient donc un groupe social qui s'étudie.

Dés la deuxième moitié des années 1960, le débat tourne autour de l'existence de la jeunesse comme groupe social homogène. Certains pensent que la jeunesse est une classe d'âge homogène avec sa culture, ses codes, ses rites. D'autres pensent que la jeunesse n'est « qu'un mot ». Elle se définit par des mécanismes de classement, déclassement, reclassement. Ce débat correspond à une évolution de la société Française. On passe d'une société industrielle marquée par les classes sociales à une société définie par une culture de masse. Deux thèmes apparaissent autour de la jeunesse : l'allongement de la jeunesse et les expériences de socialisation.

J C CHAMBOREDON refuse l'explication simplement due au recul de l'espérance de vie, mais replace le processus dans le prolongement de la scolarisation. Il rejoint P. ARIES pour

qui l'adolescence et la jeunesse sont constituées en classe d'âge par l'intermédiaire de l'école. Nous sommes en pleine période de massification de l'accès à l'enseignement supérieur.

O. GALLAND va plus loin en parlant d'individualisation du passage à l'âge adulte. Le rapport entre les générations est passé du modèle de l'identification au modèle de l'expérimentation.

Nous sommes dans une société où la consommation se développe et où la jeunesse est prise pour cible par les publicitaires. On développe des réponses à des besoins spécifiquement « jeune » que l'on fait émerger. A ce moment de l'histoire de la société, la jeunesse est encore vue comme le temps de la liberté, de la curiosité, de l'épanouissement menant à la découverte de sa vocation.

Les années 1970 apportent la crise. En 1973, F. DUBET ouvre une autre voie de recherche à partir des mécanismes de socialisation de la jeunesse en articulant le vécu des acteurs et les contraintes du système. Comment les jeunes arrivent, par un travail sur leur identité, à donner un sens à leur vie en s'écartant des contraintes, des rôles pour atteindre une certaine authenticité. Il développe cette sociologie de l'expérience au travers de différents travaux dont « la galère ». Les bases de l'étude des processus de la socialisation sont posées.

2. Socialisation

Dans les années 1960 et au début des années 1970, les sociologues mettent en avant deux étapes dans le processus de socialisation.

Une première étape qu'ils nomment « socialisation primaire » : L'enfant né dans une famille qui lui transmet les codes pour pouvoir évoluer dans la société dans laquelle vivent ses parents. Un premier niveau de socialisation permet de vivre dans la société en général (code de politesse, code de savoir vivre), un deuxième niveau correspond plus particulièrement à la société de la famille. Tout le monde n'a pas les mêmes habitudes que l'on vive en ville, en banlieue, à la campagne, dans un immeuble, dans une maison, dans un quartier bourgeois ou populaire, etc. On assiste alors à un investissement de plus en plus fort des parents selon leurs attentes et leurs espérances. (avant les années 1980, l'école jouait un rôle d'ascenseur social, les parents poussaient alors leurs enfants pour qu'ils réussissent, aujourd'hui, on remarque que les familles de milieu populaire continuent à croire que l'école peut être facteur de réussite). Cette socialisation primaire se fait aussi à l'école et dans les espaces qui accueillent les enfants. Elle correspond à la scolarisation en maternelle et en primaire.

Une deuxième étape est la socialisation secondaire. C'est le temps de la socialisation entre pairs. On n'apprend plus des parents, mais par expérimentation et identification à son

semblable. On test aussi les cadres posés lors de la socialisation primaire. C'est à ce moment-là que ce construisent les sociabilités juvéniles que nous aborderons plus loin.

Dans les années 1960, la socialisation était terminée lorsque le jeune trouvait un emploi, se mariait et fondait une famille. Il prenait alors sa place dans la société. Avec les changements de ces dernières années et la crise économique, les temps de socialisation ont changé.

Aujourd'hui, l'entrée dans le monde du travail ne se fait plus systématiquement à la fin des études. Un certain nombre de jeunes sont déscolarisés très tôt. La jeunesse est aujourd'hui précaire. Les jeunes restent dépendants de leur famille plus longtemps. On ne fait plus « carrière » comme avant, mais on est appelé à changer d'employeur et d'emploi et à se former tout au long de la vie. La socialisation s'étire et dur tout au long de la vie. Nous devons sans cesse nous adapter aux sous-mondes que nous rencontrons à chaque moment. Cette socialisation est faite d'acquisitions de rôles plus ou moins enracinés dans la division du travail et qui entraîne un degré d'anonymat élevé. L'homme est désormais constitué de facettes multiples, d'identités différentes en fonction des personnes et des situations qu'elles rencontrent. L'individu va donc intégrer une multitude de modèles de socialisation qu'il utilisera au gré des situations.

Pourtant, il est important que les institutions qui jouent un rôle dans la socialisation restent cohérentes. Le changement social agit sur la socialisation des individus. Les cultures jeunes peuvent permettre une socialisation et une intégration dans la société avec des espaces de déviance tolérés, entraînant une certaine régulation. Si ces espaces se ferment, la régulation ne se fait plus et la violence peut apparaître.

La socialisation aujourd'hui, n'est plus réservée aux jeunes, mais intéresse l'ensemble des individus. Elle passe par le développement de réseaux de connaissances, par une certaine adaptabilité à la demande, par une multi appartenance de chacun qui permet de rester acteur de la société. Ces qualités se retrouvent chez les jeunes que l'on perçoit trop souvent comme une menace alors qu'ils peuvent être une véritable ressource.

3. Les sociabilités

L'approche des sociabilités nous permet un autre registre d'analyse des interactions socialisatrices. Selon les niveaux socioculturels et les trajectoires de vie, les réseaux relationnels sont inégalement ouverts, inégalement articulés à des territoires et inégalement sensibles aux effets de proximité.

Dans certains cas, le niveau de sociabilité est centré sur le milieu familial qui assure le soutien et la sécurité affective de ses membres, tout en veillant aux modèles de conduite, préservant la cohésion du groupe.

L'individu peut entretenir plusieurs réseaux de connaissances cloisonnés et électifs (collègues, amis, associations...). Ce sont des sociabilités qui permettent d'enrichir le niveau d'information des individus et le volume des ressources sociales qu'ils peuvent mobiliser. Certaines sociabilités sont donc liées au foyer familial, d'autres sont extérieures.

La sociabilité peut aussi concerner des interactions ponctuelles et plus fragiles qui s'instaurent dans le quotidien (civilités). De façon plus large, la sociabilité est l'ensemble des relations publiques, mais aussi, l'aptitude d'un individu ou d'une population à vivre des relations.

Georg Simmel est à l'origine de l'étude de la sociabilité comme objet sociologique. La sociabilité est le sentiment de la socialisation. Aux Etats-Unis, les travaux de l'École de Chicago définissent les sociabilités à partir du contenu social des relations. En France, les travaux des sociologues distinguent les sociabilités formelles des sociabilités informelles, organisées ou spontanées.

La jeunesse est le temps privilégié des sociabilités qui se construisent en fonction d'espaces de vie. Plus on vieillit, plus les sociabilités diminuent et changent. Elles sont alors le plus souvent liées au travail.

Au niveau des jeunes, les sociabilités sont, le plus souvent, locales. Elles s'expriment au sein d'un groupe de pairs réunis autour d'une activité commune. Les jeunes sont souvent en groupe, ce qui pose toujours des problèmes dans l'espace public. Pourtant, en groupe, ils se socialisent et développent des sociabilités qui leur permettent de construire leur identité. La place du groupe est donc très importante pour la rencontre mais aussi pour la socialisation.

On distingue deux formes de groupe, le groupe d'appartenance et le groupe de référence.

Le groupe d'appartenance est le groupe socioprofessionnel de sa famille. Il détermine le modèle culturel dans lequel le jeune se socialise. Les appartenances religieuses ou ethniques peuvent jouer un rôle. Le groupe de référence oriente la socialisation et permet une évolution. Ainsi, les jeunes sont inscrits par leur famille dans un groupe d'appartenance et tentent d'évoluer et de trouver une place par le groupe de référence.

Longtemps, cette évolution était possible par la réussite scolaire. Aujourd'hui, elle se fait différemment. Les jeunes trouvent leurs références ailleurs, au travers de pratiques qui leur sont propres comme, par exemple, la pratique musicale. Ces nouvelles références participent du changement social.

Certains jeunes vont profiter de l'école pour s'insérer, ceux issus de milieu populaire devant redoubler d'efforts. D'autres vont quitter l'école plus ou moins tôt et « tenir les murs », ne pouvant se projeter dans l'avenir. D'autres, encore, se situeront à la croisée des deux modèles. S'ils sont scolarisés, ils pourront décider de devenir acteur dans leur milieu social. S'ils sont déscolarisés, ils peuvent s'inscrire dans une pratique culturelle pour prendre place. Certains cumuleront les deux positionnements, d'autres n'accéderont à rien.

Les interactions au sein du groupe, même si elles n'apparaissent que comme des faits du quotidien, sont à l'origine de la construction du lien social et du positionnement des jeunes dans la société. La culture hip-hop est un bon exemple de socialisation entre pair et de la socialisation réciproque.

Souvent, les sociétés se trouvent déroutés face à la mutation des agents de socialisation. Les mouvements sociaux, autrefois agents de socialisation, font défaut. Les partis politiques ont du mal à s'ouvrir aux jeunes. Pourtant, les jeunes savent créer de nouveaux agents de socialisation en groupe (associations, gestion de locaux, pratiques juvéniles, culturelles, rencontre dans l'espace public, etc.)

4. Alors, faut-il avoir peur des groupes de jeunes ?

Si on considère le groupe comme un espace de socialisation, la réponse est « non ». Il faut d'abord interroger ses représentations sociales. Nous sommes là face à un problème qui a débuté dans les années 1980 avec la construction de la représentation d'une jeunesse qui serait menaçante. Derrière le mot jeunesse, il faut entendre « des quartiers populaires issus de l'immigration » et surtout « d'apparence étrangère donc étrange », même si ces jeunes sont français.

Les effets de cette image d'une jeunesse menace sont présents dans les réponses politiques et dans le fonctionnement de la société française qui a peur de sa jeunesse.

Le groupe de jeunes n'a rien à voir avec les « hordes » de jeunes. Le groupe de jeune se constitue de façon stratégique. Les jeunes appartiennent d'abord à un quartier, une ville, un département. Ils se retrouvent autour d'une pratique, d'une revendication. Le groupe est la possibilité, pour l'individu, de se construire au sein d'un collectif.

Mais, le groupe fait peur car il peut devenir un contre-pouvoir. Aujourd'hui, nous vivons dans une société où certains privilégient l'individu aux dépens du collectif. Les contres pouvoir ont du mal à s'organiser et donc font peur. Pourtant, pour que la démocratie s'exerce, ils sont nécessaires. Un seul pouvoir équivalent à une seule pensée et à un danger pour la liberté. Les jeunes devraient pouvoir être vus comme des contre-pouvoirs constructifs. On ne les montre

que comme une menace. Le groupe permet aux jeunes de devenir une ressource, si toutefois on accepte de l'entendre.

Aujourd'hui, la socialisation est un processus de toute une vie. Elle peut être réciproque, ce qui la rend encore plus riche. Le groupe de pairs est un élément essentiel pour la socialisation des jeunes. Il est aussi la possibilité de devenir visible, de prendre la parole et de prendre place dans la société.

Thème : Territoires de vie et territoires institutionnels. Les territoires comme lieux multiples d'expression des groupes. Cités, quartiers...

Anne GIROND, responsable Prévention et Sécurité au Conseil Général du Val d'Oise

Anne GIROND – *Extrait de l'intervention*

On ne va pas faire l'évaluation de la prévention spécialisée uniquement sur des chiffres et rien que les chiffres. On connaît effectivement parfois la valeur relative des chiffres, évidemment que l'évaluation se fera aussi en fonction de la connaissance des situations, en fonction de la connaissance qu'on a des associations. On a créé il y a trois ans, un poste de suivi pédagogique des associations. Et je pense que là aussi, c'est une mission importante pour le département, que la capacité à aller voir les associations, à les connaître, à connaître les professionnels, à connaître les actions qui sont conduites de façon à avoir un regard qualitatif sur l'action conduite et pas uniquement quantitatif. Je crois que nous avons besoin des deux pour pouvoir apprécier la situation.

Puis effectivement, des réunions régulières avec les associations pour les accompagner dans la mise en oeuvre de nouvelles orientations. Ce sont des réunions avec les directeurs où on discute sur un certain nombre de choses, mais aussi des réunions organisées par le département avec un certain nombre de partenaires pour faciliter le travail de lien et de passerelle, avec la définition de tableaux de bord financiers, car c'est l'une des parties importantes du travail fait au niveau du département.

Le troisième point, c'est une volonté affirmée de partenariat avec les communes et les intercommunalités. C'est vrai qu'en parallèle de l'affirmation du rôle de pilotage du département, on veut conforter ce rôle par un suivi et une association à l'évaluation des actions conduites, des villes et des intercommunalités. C'est un souhait des élus départementaux d'avoir réellement les villes et les intercommunalités comme partenaires de proximité en matière de prévention spécialisée.

On a posé le principe que l'action de prévention spécialisée ne pouvait pas être conduite sans un partenariat fort avec les communes et les intercommunalités. Donc cela passe effectivement d'une part par l'affirmation de la participation des associations aux instances communales de partenariat. C'est quelque chose qu'au niveau des associations valdoisiennes nous n'avons aucune difficulté — c'était d'ailleurs déjà le cas depuis quelques années — à

chaque fois que les associations sont sollicitées dans les différentes instances et notamment dans les conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance, ce sont des partenaires des communes, et cela se passe bien (j'étais en train de réfléchir s'il y avait un cas où on pouvait penser que cela se passe mal, mais je n'en ai pas trouvé). Ce qui ne veut pas dire qu'à un moment donné il n'y ait pas des débats (je l'entendais à côté donc je réfléchissais). Je pense même que « partenariat » veut dire aussi débats. Cela ne veut pas dire qu'à un moment donné, on est tout le temps d'accord sur tout, parce que ce n'est pas du partenariat - je ne sais pas ce que c'est, mais ce n'est pas intéressant. C'est d'ailleurs le cas dans les liens que nous avons aussi avec les associations. On n'est pas toujours d'accord tout le temps, l'essentiel c'est qu'on en parle et qu'on arrive au final à une position concertée qui respecte chacun dans sa mission.

Donc la signature de convention tripartite de partenariat, dans une logique de territoire : on a eu effectivement des conventions tripartites par ville avec ensuite des ciblage sur certains quartiers ; et un cofinancement des associations de prévention spécialisée par les communes ou les EPCI à hauteur de 20 %. C'était quelque chose qui était décidé par les élus départementaux déjà en 1997, avec une application un peu diverse jusqu'en 2007 et à compter du 1^{er} janvier, on a une application beaucoup plus forte (je vous passerai les petits mécanismes techniques qu'a utilisé le département pour faire que cette règle soit beaucoup plus respectée par les communes). [*Remarque du modérateur : Je pense qu'il faut le donner*]

Si je donne le petit mécanisme technique, c'est qu'effectivement jusqu'à présent quand on a fait le bilan en 2006, on avait un tiers des communes qui participaient à 20 % très systématiquement depuis dix ou quinze ans ; on avait un tiers qui était entre 10 et 15 % ; et on avait un autre tiers qui était à 0 %. Et donc, au 1^{er} janvier 2007, les élus départements ont décidé d'avoir une politique des contrats civiques, qui pour faire très vite et très caricatural, seraient globalement les contrats politiques de la ville du département. C'est une politique totalement volontaire, absolument non obligatoire du conseil général où le département attribue sur quatre ans, 16 m€ à 38 villes valdoisiennes pour mettre en place des actions surtout liées au jour d'aujourd'hui aux questions de réussite éducative. Le département a décidé que pour les villes qui ne contribueraient pas à hauteur de 20% à la prévention spécialisée, leur dotation civique serait imputée dans la limite d'un tiers, ce qui fait que c'est du volontariat un peu incité. Elles ont le choix à contribuer à la prévention spécialisée, ou avoir une dotation civique imputée. C'est un choix, c'est au maire et au président de l'intercommunalité de voir ce qu'ils décident. Je dois dire, avec une certaine surprise, qu'un certain nombre de villes ont fait le choix — alors que même parfois financièrement il aurait

été plus intéressant pour elles qu'elles aient une dotation civique imputée — de contribuer à la prévention spécialisée, en se disant qu'elles n'ont pas joué le jeu pendant quelques années, mais en même temps que la prévention spécialisée est importante pour elles en voulant être partenaires et en se décidant à contribuer. J'ai en tête une ville du département effectivement qui a mis quasiment 300 000 euros sur la table alors que ce n'était pas du tout le cas précédemment, et si elle avait fait une option sur son imputation du contrat civique, elle aurait été en dessous de cela. Voilà pour le petit mécanisme. *[Remarque du modérateur : cela explique la concertation associative et conseil général, vous voyez que c'est plein d'astuces.]*

En synthèse, je voudrai vous donner les axes majeurs de ce que nous avons souhaité mettre en place depuis janvier 2006. C'est la définition d'une politique territoriale à l'échelle d'un département en lien avec les réflexions régionales. C'est quelque chose d'important pour moi. Depuis un an, on a réactivé le groupe des départements d'Île de France en matière de prévention spécialisée des conseils généraux. Je trouve que c'est quelque chose de très riche et qui nous permet d'avancer chacun et de se rendre compte que parfois aussi on prend un certain nombre de positions qui sont finalement beaucoup plus communes que ce qu'on imagine malgré certaines de nos différences. La mise en oeuvre concrète des nouveaux principes de pilotage et de cofinancement que je viens d'évoquer. Et, la volonté d'essayer de définir des actions qui soient adaptées au niveau local avec les trois piliers que je viens d'évoquer à savoir les associations, les départements et les communes.

Thème : Travail social et groupes: concepts et pratiques

Catherine MANSON, association nationale des travailleurs sociaux pour le développement du travail social avec les groupes

Catherine MANSON

Comment sortir du discours prédominant dans notre société où les jeunes sont associés à l'insécurité, aux conduites à risques, à l'échec scolaire...Comme si être jeune était plus un handicap qu'un atout. Dans nos métiers du travail social, nous ne pouvons exercer que si nous partons du postulat, et c'est une conviction, que les personnes sont des ressources pour la société et ont des compétences pour changer quelque chose dans leur vie, et dans leur environnement de vie. Certes, nous sommes confrontés aux situations difficiles, complexes, hors normes, qu'elles soient liées à des problèmes de territoires, de quartiers, de familles, ou d'individus, mais le coeur et le sens de notre travail est moins de s'attacher aux problèmes que de faire émerger et d'activer les ressources des territoires, des quartiers, des familles, des individus, ressources nécessaires et indispensables au changement.

Nous qui sommes sur le terrain savons bien, et cela est corroboré par les études et évaluations des actions de politique de la ville notamment, qu'il n'y a peu ou pas de place laissée aux jeunes, et plus largement aux habitants, dans les actions mises en oeuvre « pour » eux . Ce sont les destinataires des actions pensées ailleurs.

La question pour nous est de savoir comment aider les personnes concernées, à prendre une place et un rôle dans ce qui peut bouger dans leur environnement de vie. Pour cela, il est nécessaire de les impliquer dès le début de l'élaboration d'un projet, car, comment se sentir impliqué dans un projet qui n'est pas le sien? On ne peut pas demander aux jeunes d'avoir des projets si, dans le même temps, on les soustrait des lieux où se prennent des décisions qui les concernent directement. Les jeunes doivent se construire une place dans la société, mais déjà dans un premier temps dans leur lieu de vie, alors lorsque la seule place possible ou valable pour eux, ou la seule qui leur est laissée, se situe dans la marginalité, il nous paraît difficile souvent de les amener à prendre une autre place.

Travailler avec des petits groupes en travail social est un moyen les personnes avec lesquelles nous sommes en contact, de faire l'expérience de leurs compétences, de s'exercer à prendre des responsabilités, à agir dans la cité. Mais cela n'est possible que si notre intervention est sous-tendue par une méthodologie, qui guide et donne du sens à ce que l'on fait.

La méthodologie du travail social avec des groupes, comme toute méthodologie du travail social, s'est construite et évolue à partir des pratiques. C'est le travail de conceptualisation de nos pratiques qui nous aide à avancer dans le développement de notre travail sur le terrain.

Je vais développer les éléments méthodologiques essentiels sur lesquels les pratiques sont fondées et sans lesquels elles n'auraient de sens, ni pour les jeunes, ni pour les travailleurs sociaux, ni pour les institutions.

I) DEFINITIONS DU TRAVAIL SOCIAL AVEC DES GROUPES

Tout d'abord, de quoi parle t-on? Qu'est ce que le travail social avec des groupes? « le travail social avec des groupes désigne une pratique d'intervention qui s'appuie simultanément sur la personne et son environnement afin de créer les conditions des transformations dans les champs social et sociétal » (Hélène MASSA 2001).

Les enjeux du travailleur social se situent à l'interface des champs individuels, social et sociétal. En effet, le travailleur social s'intéresse à la personne et à ses environnements, à ses contextes de vie, familial, social (son quartier, son école,), sociétal (ses rapports aux institutions, aux lois, à la culture dominante de la société...).

Le travail social avec des groupes permet de travailler à la fois sur ces trois champs. « C'est une méthode qui aide les individus et les groupes à augmenter leurs capacités de fonctionnement social par des expériences en groupe. Le but est de leur permettre de mieux faire face à leurs problèmes de personne, de groupe, de communauté. » (Simone PARE 1966 Université Laval, Québec).

La spécificité de cette méthodologie est qu'elle permet de poursuivre des objectifs à plusieurs niveaux:

- individuels (valoriser l'estime de soi pour chacun des membres, rompre l'isolement,...) ;
- au niveau du groupe (s'engager dans la vie de l'institution, être reconnu en tant que groupe) ;
- au niveau social (améliorer l'accueil des jeunes à la permanence).

L'objet de notre travail se situe au niveau du lien, et comme nous appartenons au travail social, il s'agit du lien social, c'est-à-dire ce qui lie les individus les uns aux autres. L'autonomie, finalité souvent mise en avant, ne se définit que par rapport à la nature des liens entretenus avec les autres. Le social est bien une scène où s'effectuent des échanges, où se révèlent et se construisent des identités, où s'obtient la reconnaissance, où se crée du lien, du sens.

Le groupe, c'est du social, c'est le lieu où s'exerce la relation à l'autre, l'expérience de l'autre, dans ce qu'il a de semblable, et de différent, et ceci, dans une dimension collective, en présence d'autres.

II) LES MODELES D'INTERVENTION EN TRAVAIL SOCIAL AVEC DES GROUPES

Le travail social avec des groupes a évolué, comme d'autres modes d'intervention en travail social, en fonction de l'évolution des sciences humaines, du contexte de la société qu'il soit économique, politique, social, culturel, en fonction des problématiques auxquelles sont confrontées les populations rencontrées par les services sociaux et éducatifs.

On entend par modèle, une représentation simplifiée de la réalité. Les modèles en travail social se construisent à partir des pratiques, alimentées par des supports théoriques et par une certaine systématisation de ces pratiques. Ainsi, lorsque des groupes constituent des champs de pratiques inhabituels, (les situations de crise et d'urgence, les parents d'adolescents, les femmes victimes de violences conjugales, les parents d'enfants placés...) les travailleurs sociaux élaborent de nouveaux modèles. Ces modèles sont des modes d'action construits à partir d'une réalité souvent complexe, en référence à des théories existantes et influencés par des changements sociaux, culturels, économiques. Ils aident à conceptualiser, à faire évoluer les méthodologies d'intervention, à faire émerger de nouveaux concepts.

Les savoirs professionnels se sont historiquement construits à partir de la recherche sur les pratiques. L'action sociale avec des groupes est partie du mouvement, de la fin du XIX^{ème}, des « settlements houses », lieux de rencontre dans les quartiers populaires en Angleterre, dans cette période où les populations souffrent des conditions de vie liées au début de l'industrialisation.

En France, ces champs de pratiques avaient pour cadre les « maisons sociales » pour les travailleurs pauvres. C'est l'époque de l'organisation de » la classe ouvrière et du

développement du travail féminin. Les « résidences sociales », ébauches de ce que seront les centres sociaux par la suite, réunissaient les habitants dans un quartier autour d'activités qui répondent à leurs besoins.

Le premier enseignement du travail social avec les groupes a été effectué en 1923 aux Etats-Unis. Il est né comme méthodologie à partir des premières pratiques avec des groupes existantes à l'époque. De mouvement, le travail social avec les groupes devient une méthode. Il est introduit, en France, dans la formation initiale des assistantes sociales dès 1960.

Puis redéfinit depuis la réforme du diplôme d'Etat en 2004, dans le cadre de l'ISIC, en lui donnant la même importance que le travail social d'aide à la personne, dans la formation initiale. On peut s'interroger sur les résistances à développer en France les pratiques avec les groupes. Ce pourrait faire l'objet d'une recherche. C'est dans les années 60 et 70, qu'ont émergé les trois modèles socles du travail social avec les groupes :

- **le modèle psycho-social**, centré sur les problèmes individuels: le groupe est le moyen et le contexte pour travailler les problèmes de chacune des personnes du groupe (groupe de personnes atteints d'une certaine maladie, personnes en situation de deuil...). Ce modèle est fortement influencé par les théories de la psychologie et de la psychanalyse.

- **le modèle de médiation**, fondé sur la théorie des systèmes, il place le groupe au centre de la relation d'interdépendance entre l'individu et la société. C'est ce modèle qui a introduit les concepts d'aide mutuelle et de contrat que nous développerons plus loin. Les objectifs poursuivis sont à la fois à un niveau individuel et à un niveau social. Nous pouvons citer les groupes de femmes sur un quartier, de personnes âgées, de bénéficiaires du RMI...Les supports de connaissances utilisés dans ce modèle sont la psychologie sociale, la sociologie, la théorie des systèmes. Actuellement, beaucoup de pratiques relèvent de ce modèle, car elles concernent des problématiques prégnantes dans notre secteur, comme l'exclusion, l'isolement. Elles travaillent surtout sur l'image de soi, l'image de la société, l'image de soi dans la société; elles agissent sur les phénomènes de honte et contre la marginalisation.

- **le modèle à buts sociaux**, le but des membres et du groupe, dans ce modèle, est le changement social. Cette expérience de groupe accroît la conscience et la responsabilité sociale, elle encourage la participation à l'action sociale et politique; les groupes d'habitants sur un territoire dans le cadre de réhabilitation, les groupes de locataires, les groupes de parents d'enfants handicapés dans la création de structures, en sont des exemples. Ces pratiques s'appuient sur les sciences politiques, la sociologie, la psychosociologie.

- **le modèle basé sur l'empowerment** : l'empowerment est un concept d'origine anglo-saxonne, difficile à traduire en français, que l'on peut définir comme l'appropriation de pouvoir, en terme de contrôle sur les facteurs importants qui influencent sa vie.

Les approches axées sur l'empowerment s'intéressent aux populations, qui ont la conviction de ne pas avoir de contrôle sur leur réalité, c'est-à-dire qui ont un sentiment d'impuissance par rapport à ce qui leur arrive, sentiment de ne pouvoir exercer d'influence sur le système dans lequel elles vivent. Daniel TURCOTTE (professeur de travail social à l'université Laval) précise que le sentiment d'impuissance se développe au cours d'un processus où 3 éléments interagissent :

- la mauvaise estime de soi,
- l'accumulation d'expériences négatives dans les interactions sociales, souvent sous formes de ruptures successives,
- les obstacles de l'environnement.

L'approche dont on parle s'intéresse aux personnes qui sont dans une position sociale défavorisée qui leur bloque l'accès aux ressources extérieures, ressources qui pourraient leur permettre d'améliorer leur situation. Il y a dans la société actuelle des personnes et des populations qui se trouvent de plus en plus marginalisées et qui développent ce sentiment d'impuissance, et avec lesquelles les travailleurs sociaux ont à développer des interventions spécifiques. « Le pouvoir est le fait de disposer de moyens (naturels ou occasionnels) qui produisent un effet sur quelqu'un ou sur quelque chose, et la conscience que l'on a de ce fait même. ». Ainsi, il n'y a :

- pas de pouvoir sans ressources,
- pas de pouvoir sans capacité à employer ces ressources,
- pas de pouvoir sans information sur les stratégies à mettre en oeuvre pour utiliser ces ressources.

L'approche sur l'empowerment vise à soutenir les personnes dans les démarches pour se procurer le pouvoir dont elles ont besoin, ce qui nécessite pour l'intervenant de clarifier ses propres valeurs, d'être capables de les énoncer, ceci afin d'éviter des attentes irréalistes, et d'être cohérent entre ce qui est dit et ce qui est fait. Les personnes peuvent s'approprier du pouvoir lorsqu'elles se mettent ensemble pour travailler leurs problèmes communs. Chacun des membres développe une expérience du pouvoir, dans un groupe.

- **modèle en direction des personnes difficiles à joindre**, c'est un modèle qui interroge la distance entre les personnes et les travailleurs sociaux. Comme personnes difficiles à joindre, il y a:

- ceux qui ne recherchent pas les travailleurs sociaux,
- ceux qui ne répondent pas aux offres des services,
- ceux qui répondent aux offres, mais qui ne viennent pas, ou qui viennent mais ne participent ou ne s'impliquent pas.

Ce modèle oblige à travailler la notion de motivation: les personnes qui résistent à ce qu'on leur propose, sont souvent perçues comme non motivées. Or, l'individu qui résiste est un individu qui décide que le coût de tel ou tel comportement est excessif, il est donc suffisamment compétent pour décider. La personne résiste, soit pour écarter le risque d'être de nouveau en échec, soit pour maintenir du contrôle sur sa vie. Le fait de ne rien faire, c'est poser un acte.

Les principes d'intervention sont:

- d'aller sur les lieux où sont les personnes, faire l'acte physique de les rejoindre et de travailler sur ce qui les motive, d'être là où elles sont et là où elles en sont,
- de renverser le problème, c'est-à-dire de partir non pas de ce que l'on perçoit comme problème en tant que travailleur social, mais de la personne elle-même, de ce qui l'anime, la motive,
- de travailler sur les interactions avec l'environnement (le lieu de vie, les relations sociales, l'identité, les zones de changement possibles et désirés par la personne,
- de faire émerger les capacités des personnes, se baser sur leurs compétences,
- de créer des défis, ni trop petits, ni trop grands qui éveillent leur intérêt,
- saisir des opportunités pour leur permettre d'agir. En cela, il n'y a pas que la parole, discuter peut amener quelqu'un à se percevoir intelligent, agir fait que quelqu'un se perçoit comme compétent.

Ce modèle utilise les réseaux naturels de soutien ou les groupes constitués. Il concerne des pratiques avec des groupes de personnes issues des gens du voyage, des personnes qui fréquentent, les « resto du coeur », les centres d'accueil de jour ...

Dans votre travail en prévention spécialisée je pense que certains principes de ce modèle vous sont familiers, car vous allez au devant des jeunes qui ne demandent rien, sur leur lieu de vie. Le modèle sur l'empowerment et celui des personnes difficiles à joindre se retrouvent sur certains concepts comme celui de pouvoir, de motivation, de conscientisation, concept développé par Paulo FREIRE en 1972. Ces modèles supposent pour nous d'accepter de perdre du pouvoir, de travailler avec les intérêts et les objectifs propres des personnes. Ce qui pose la question du sens de nos interventions, de notre engagement, de ce que le travail social a de rôle politique.

III) LE GROUPE EN TRAVAIL SOCIAL

Pourquoi utiliser le groupe en travail social?

C'est de l'observation des forces et des ressources que peut apporter un groupe dans la vie quotidienne que s'est développé le travail social avec les groupes.

Le groupe est un lieu social :

- d'aide à résoudre un problème (les groupes de travail),
- d'aide à ne pas rester isolé (groupe de voisins, autour d'une activité commune),
- c'est un lieu de soutien (groupe d'amis),
- c'est un lieu de prise de décisions (réunions au sein d'une association),
- c'est un moyen d'assurer une représentation en vu d'un changement social (associations de locataires, d'habitants..),
- c'est un lieu où des personnes s'essayent à des rôles, prennent des responsabilités, comme parler dans un groupe, préparer une rencontre avec un élu, rencontrer un élu, négocier...

Le groupe en cela est le champ par excellence de la médiation entre le fonctionnement individuel et sociétal. C'est un moyen et le contexte de transformation et de changement.

En travail social, on privilégie les groupes restreints qui permettent à chacun des membres de s'y reconnaître une place et d'y prendre un rôle, ceci en lien avec les autres membres du groupe. Nous travaillons souvent avec des groupes de six à huit personnes, jusqu'à douze maximum, car au-delà, il est beaucoup plus difficile de permettre à chacune des personnes de s'impliquer. « C'est un ensemble de personnes interdépendantes et interagissantes, c'est-à-dire qui sont en contact les unes avec les autres, qui tiennent compte les unes des autres et qui ont conscience d'avoir des éléments en commun importants».

Le groupe en travail social répond à certaines caractéristiques spécifiques.

En **travail social, le groupe s'inscrit dans le milieu de vie des personnes**. Il est visible sur le territoire. Les personnes peuvent et ont souvent des relations en dehors du groupe, elles alimentent le groupe de leur lien avec l'environnement.

En travail social, le groupe est :

- **lieu de réciprocité**, où les membres sont dans des rapports égaux, le groupe est un lieu de partage et d'échange, un lieu de confrontation. Ils interagissent.

- **lieu de reconnaissance des capacités et de développement des capacités**, dans le groupe les personnes sont amenées à s'exprimer, à confronter leurs points de vue sans se sentir menacées, elles sont amenées à prendre des rôles, à se sentir reconnues par les autres dans le groupe, reconnues aussi à l'extérieur, par l'intermédiaire du groupe. C'est un lieu où les membres prennent des décisions, décident de s'engager, de s'impliquer dans les actions mises en oeuvre. Cela leur permet de reprendre confiance dans leurs capacités, de se déculpabiliser, de s'impliquer dans un changement personnel et social.

- **lieu de développement de l'estime de soi**, chacun des membres a une place reconnue dans le groupe, c'est un espace où il est valorisé dans ce qu'il dit dans ce qu'il fait. Le respect qui se développe entre les personnes dans ce type de groupe favorise le développement de l'estime de soi, c'est-à-dire la capacité à s'engager efficacement dans l'action.

- **lieu de développement de la conscience critique**, en rompant leur isolement, en prenant conscience que leur problème personnel est aussi vécu par d'autres, en mettant en évidence les différentes composantes de leur situation, personnelle, familiale, sociale, sociétale, les membres modifient leur représentation d'eux-mêmes en lien avec l'environnement.

Le travailleur social est garant de ces éléments.

IV) DEUX CONCEPTS DE BASE: LE CONTRAT ET L'AIDE MUTUELLE

Pour que le groupe devienne lieu et contexte de changement, ces deux concepts doivent apparaître dans l'intervention sociale.

Le contrat:

Ce terme largement utilisé dans le langage des travailleurs sociaux, se retrouve-t-il dans les pratiques?

Définition: « Accord mutuel explicite et renégociable entre les membres du groupe et le travailleur social, concernant les problèmes visés, les objectifs, les stratégies à mettre en oeuvre, les rôles et les tâches de chacun ».

Les personnes dans le groupe doivent définir ensemble avec l'aide du travailleur social ce qu'ils cherchent et peuvent faire ensemble, ce qui les rassemble, pourquoi ils décident d'agir ensemble et comment ils vont s'y prendre pour atteindre ce qu'ils ont décidé de faire.

Ce contrat doit être explicite et conscient pour chacun. Souvent, le manque de clarification, notamment l'implicite, peut être déclencheur de conflit. La place et le rôle du travailleur social et des membres sont clarifiés dans le contrat. Le travailleur social et les membres confrontent leurs représentations de ce qui fait problème, de ce que l'on voudrait qui change.

Le contrat est négocié et renégociable: il est souple. A tout moment, le contrat peut être rediscuté et modifié avec le groupe. Le contrat s'inscrit dans le temps, c'est une projection dans l'avenir. Le groupe élabore son projet.

Il permet d'identifier des intérêts communs et mutuels, de clarifier les buts à atteindre.

Il oblige à définir des priorités. Il oblige aussi à se rendre des comptes réciproquement. Il met à jour et formalise l'engagement de chacune des personnes dans le groupe, mais aussi l'engagement du professionnel, vis à vis du groupe.

Le contrat est une force de mobilisation, car il facilite l'implication, donne un cadre à l'intervention, repositionne le travailleur social et les personnes. Il facilite l'évaluation, et permet à tout moment de savoir où le groupe en est.

L'aide mutuelle :

« C'est la capacité du groupe à s'aider lui-même » ?

William Schwartz utilise le premier cette notion de « système d'aide mutuelle ». Il dit que le besoin que les membres ont les uns des autres constitue leur raison d'être ensemble. Et ce lien les amène à penser qu'ils pourraient s'aider.

L'aide mutuelle est la condition nécessaire dans un groupe pour qu'il se produise du changement, quel que soit le niveau de changement.

Le groupe a besoin de chacun de ses membres et chacun de ses membres a besoin du groupe, dans une interdépendance, qui est à différencier de la fusion.

L'aide mutuelle est un processus.

Dans tout groupe, il existe un potentiel d'aide mutuelle, mais il ne suffit pas de mettre ensemble des personnes pour que ce potentiel émerge. Le rôle du professionnel est essentiel

pour créer des conditions d'émergence de l'aide mutuelle: le processus de cohésion du groupe est une des conditions nécessaires.

Certains facteurs sont à repérer et à soutenir, car ils favorisent l'aide mutuelle, le partage d'informations, d'expériences, de sentiments, la confrontation d'idées, sur des sujets réputés tabous notamment, le sentiment d'être « tous dans le même bateau », sentiment qui diminue la culpabilité et accroît l'estime de soi, l'acceptation de l'autre dans ces différences est une base au développement du soutien mutuel, l'expérience de la force du groupe dans l'action sur sa propre réalité.

« L'aide mutuelle se distingue de l'aide professionnelle ».

Contrairement à l'intervention sociale individualisée, l'aide mutuelle est centrale par rapport à l'aide professionnelle. En travail social avec des groupes, le professionnel n'est pas là pour apporter de l'aide directe. Il accepte tout au long de l'intervention et surtout en début d'intervention, de ne pas occuper la position centrale. Il partage son autorité avec les membres du groupe qu'il reconnaît dans ses compétences pour agir sur leurs problèmes individuels et collectifs; C'est ainsi que toute demande d'aide directe au professionnel doit être replacée au niveau du groupe. Sinon le professionnel risque de faire de l'aide individuelle en situation de groupe.

V) LE RÔLE DU TRAVAILLEUR SOCIAL DANS UNE INTERVENTION SOCIALE AVEC UN GROUPE

Le rôle du professionnel est essentiel dans la conduite d'un groupe en travail social : «dans la formation et la constitution du groupe, il est garant du contrat».

Il ne suffit pas que l'intervenant soit présent pour que le groupe existe, se constitue, se développe. Le travailleur social permet que le groupe existe. Il va agir au sein du groupe et avec le groupe pour faciliter les processus essentiels, comme la cohésion, le développement du sentiment d'appartenance.

Nous avons vu combien l'élaboration du contrat était nécessaire dans la constitution de ce qui fait le groupe et de ce qu'il va faire. Le professionnel est le garant de ce contrat « dans le développement du processus d'aide mutuelle, il facilite les interactions ».

Les interactions sont essentielles dans la vie d'un groupe. Le travailleur social facilite la communication entre les membres, veille à ce que chacun puisse s'exprimer, il suscite l'expression de ce qui va ou ne va pas dans le groupe. Il agit sur la dynamique du groupe.

Il est garant de la sécurité de chacune des personnes dans le groupe, du respect des personnes dans ce qu'elles sont, dans ce qu'elles disent, de la place qui leur est réservée dans le groupe. Le travailleur social est garant de la qualité des relations entre les membres, de la confiance qui se développe, de l'engagement des uns envers les autres, conditions pour l'émergence du processus d'aide mutuelle. « Il n'est pas en concurrence avec les leaders naturels du groupe et peut être une personne ressource ».

Le professionnel n'est pas là pour apporter des solutions mais pour les faire émerger.

Il encourage les leaders positifs, ceux dont les interventions font avancer le groupe sur les objectifs définis dans le contrat.

Il encourage la créativité, valorise les ressources et compétences individuelles, identifie les obstacles et aide le groupe à les dépasser. Le travailleur social a une fonction d'aide dans l'exercice de responsabilités, des membres, du groupe, dans l'exercice de pouvoir sur l'environnement social.

Il peut être sollicité par le groupe dans ses compétences spécifiques (connaissances des institutions, des personnes dans les institutions, des techniques à mettre en oeuvre...), il apporte des ressources au groupe pour l'aider à avancer dans la concrétisation des décisions prises par le groupe, (comment s'y prend t-on pour obtenir un financement nécessaire à une sortie organisé par le groupe, qui contacter, comment préparer cette rencontre?)

VI) NECESSITE ET EXIGENCES DE LA METHODOLOGIE D'INTERVENTION

Le travailleur social qui conduit un groupe (tout comme celui qui intervient sur le plan individuel) se doit de construire et constamment revisiter ses pratiques au regard des méthodologies. « Il ne suffit pas de placer des personnes en situation de groupe pour qu'il y ait groupe et aide mutuelle. Les processus de groupe doivent être utilisés de façon consciente et réfléchie ».

Le professionnel est responsable de la démarche d'intervention qu'il engage avec les personnes. Le groupe en travail social est un lieu formidable de revalorisation, d'exercice de responsabilités individuelles et collectives, d'apprentissages, à condition que le professionnel sache conduire le groupe, sache agir sur la dynamique du groupe, à condition que son

intervention soit guidée par une démarche méthodologique, une formation spécifique où une analyse de sa pratique est souvent nécessaire.

« L'intervention doit être sous tendue par des valeurs », « l'autodétermination des individus », « les personnes ont ou peuvent acquérir des capacités à transformer leur environnement ».

Le travail social avec des groupes est sous tendu par des valeurs démocratiques, centrées sur l'autodétermination des individus, sur la reconnaissance et le respect des personnes dans leurs droits et leurs capacités, droit à la différence et à la réalisation de soi. Les groupes avec lesquels nous travaillons doivent être porteurs de ces valeurs.

• **« Le groupe est un moyen et le contexte du changement »**

En travail social, le groupe n'est pas qu'un groupe de parole, ni un groupe de pression. C'est du travail social dans la mesure où le professionnel peut établir le sens de sa pratique au regard des missions qu'il poursuit à travers le service qui l'emploie.

• **« Le groupe est un lieu d'exercice de la citoyenneté »**

Le groupe dans le cadre d'une intervention sociale est certes différent d'un groupe naturel, tel que la famille, le groupe de pairs, mais ce qui peut y être développé est bien réel et fait partie de la vie des personnes.

Dans une société basée sur l'individualisme, partager son expérience, des sentiments, avec d'autres, dans un espace collectif, permet de prendre conscience que l'on est pas seul à vivre tel ou tel problème, cela permet de développer une conscience collective, de s'exercer à la parole, de participer à des prises de décisions, puis de prendre part à des actions.

Prendre conscience que les problèmes individuels et collectifs peuvent être influencés par l'organisation de la société, c'est développer une conscience sociale critique.

Prendre conscience que la solution passe par une action de changement social et faire l'expérience que c'est possible, permet le développement d'une conscience politique.

En conclusion, le travail social permettra t-il que le groupe « soit un endroit où l'on peut parler au monde, où chacun peut être accepté et reconnu pour lui-même » (H.MASSA).

Je pense que cela ne dépend pas uniquement des professionnels de terrain, ceux-ci doivent pouvoir se former, avoir des espaces de réflexion sur leurs pratiques et être soutenus dans leurs institutions.

J'ai cru comprendre, et ces journées le montrent, que l'UNASEA est en marche dans ce sens.

Modérateur/animateur (Claude THIBAUT)

Nous allons fonctionner cette après-midi sous forme d'une table ronde en compagnie de Nicole GLOAGEN. Je vous rappelle qu'elle exerce la fonction de Directrice Générale à la Fondation Feu Vert, qu'auparavant elle était Directrice de l'équipe de prévention spécialisée « Rue et Cité » à Montrouil, puis chargée de la prévention auprès du conseil général de Seine Saint-Denis. Et je vien d'apprendre à l'instant qu'elle est également présidente de l'association de prévention « Fontenay, Cité, Jeunes » dans le Val de Marne. Elle va intervenir surtout sur l'analyse de la demande sociale ou institutionnelle et l'expertise des territoires d'intervention, une démarche associative constructive. Nous accueillons également parmi nous Jean-Luc DESCOURTIS, Directeur général de l'association ARC75 à Paris, qui va intervenir que « groupe et pratiques sociales collectives ». Je propose que vous présentiez chacun d'une part, ARC75 et la Fondation Feu Vert.

Jean-Luc DESCOURTIS, directeur de l'association ARC 75

Je suis de formation éducateur spécialisé. L'association ARC 75 comme son nom l'indique signifie Atelier Rue et Club, et nous travaillons exclusivement sur le département de Paris. ARC 75 est l'une des vingt associations du départements de Paris, ce qui représente à peu près 300 postes équivalents temps plein. ARC 75 intervient sur quatre arrondissements de la capitale, sur le 18e arrondissement au nord, puis sur le 10e, sur le 3e aux alentours de République, et sur le 13e arrondissement où deux associations de prévention spécialisée se partagent le territoire. Nous avons treize équipes éducatives avec quelques particularités ou quelques singularités. Ces équipes sont en général de taille standard : de trois à quatre postes éducatifs. Mais une bonne moitié d'entre elles n'ont pas de travail en milieu de vie directement sur le territoire, sans support d'un local. D'autres utilisent un local. Et nous avons un troisième ensemble d'équipes, qui au fil des années a développé des outils spécifiques, je pense notamment à l'activité auto-école, à la formation et à la préparation au permis de conduire. Je pense aussi à un atelier qui nous permet de recevoir des jeunes et de les initier au code et au savoir être dans l'entreprise, et d'avoir une première réponse pour des jeunes qui en général n'ont aucune expérience de l'emploi, mais c'est avant tout un outil éducatif. Enfin, une équipe qui assure l'hébergement – vous savez que sur la capitale et sur la banlieue, le problème de l'hébergement est un problème récurrent, et que nombre de jeunes en errance fait que nous avons construit nos propres outils et notamment un hébergement pour jeunes entre 18 et 19 et 20 ans, et qui a la particularité d'accueillir sur le département de Paris les mineurs isolés

étrangers pour beaucoup d'entre eux, rencontrés dans le cadre de l'activité d'une de nos équipes éducatives sur le site de la Gare du Nord. Cela représente à peu près 55 salariés, 48 postes éducatifs.

Nicole GLOAGEN, directrice de la Fondation Jeunesse Feu Vert à Paris

La Fondation Jeunesse Feu vert est une structure un peu plus importante qu'ARC 75. C'est environ 300 salariés, et la prévention spécialisée représente à peu près 40% de l'action de la Fondation Jeunesse Feu vert, qui est née dans les années 1957 — elle vient de fêter ses cinquante ans cette année. Elle est née de l'histoire d'un homme, Robert Steindecker, un peu après l'ère des pionniers comme diraient Vincent Père, puis dans la période de l'incitation. Et Robert Steindecker s'est beaucoup engagé auprès de la jeunesse en difficulté parce qu'il a été lui-même visiteur de prisons, et qu'il avait rencontré le juge Chazal, et l'action de la Fondation Jeunesse Feu vert qui était au départ une association, a démarré dans le quartier Belleville (je le dis parce que ce matin vous aviez aussi un témoignage d'une structure sur Belleville), rue Olivier Métrin. C'est là que la Fondation a démarré en 1957. Ensuite, ses actions se sont beaucoup développées, dans des champs extrêmement divers, mais en même temps en lien avec les constats faits au niveau de la prévention spécialisée, puisque les actions développées ont été dans le champ de la prévention spécialisée bien évidemment, mais aussi dans le champ de la protection judiciaire de la jeunesse. Notamment, la Fondation Jeunesse Fer vert dès 1965, a géré un foyer de semi-liberté qui est aujourd'hui un foyer d'action pour des jeunes, et qui accueille toujours en internat des jeunes qui sont orientés par les juges des enfants. Mais la Fondation a aussi créé des réponses en amont et en aval. Elle a développé dans les années fin 1979, une réponse davantage en amont — on dirait aujourd'hui que c'est une réponse qui va dans l'air du temps de travailler plus précocement – à partir des constats faits par les équipes de prévention spécialisée qui rencontraient des jeunes souvent en rupture scolaire. Et la Fondation, dans les années 80, a créé des centres psychopédagogiques dans les Hauts de Seine qui permettent de prendre en charge des enfants en échec scolaire, et de mettre en place un travail qui articule en même temps la pédagogie, mais aussi la socialisation. C'est un peu pour vous dire qu'en réalité le moteur de la Fondation part toujours de la prévention spécialisée, pour essaimer les projets. Aujourd'hui, nous avons deux services de prévention spécialisée. Cela représente entre les deux départements (je regarde Annie LECULEE qui est la compétence puisqu'elle dirige le service de prévention spécialisée de Paris) avec dix équipes qui interviennent dans quatre arrondissements, en Seine Saint Denis dix équipes également dans cinq villes du département (Epinay sur Seine, L'île Saint-Denis, Villetaneuse, La

Courneuve et Saint-Ouen). Ce sont des équipes – pour reprendre la présentation de Jean Luc Descourtis – avec en général un chef de service et quatre ou cinq éducateurs à Paris, trois ou quatre en Seine Saint Denis. La différence entre Paris et la Seine Saint Denis, c'est que nous avons la chance à Paris d'avoir un chef de service par équipe ; en Seine Saint Denis, nous avons un chef de service dans chaque ville d'intervention. Bien évidemment, ce sont des projets qui se ressemblent, mais avec des différences au regard des territoires d'intervention et des équipes qui interviennent et de l'originalité de chaque équipe de la Fondation.

[Remarque du modérateur : Ce n'est pas le sujet de la table ronde, mais à la suite de l'intervention de Nicole, je voudrai insister sur un point que nous avons abordé me semble-t-il lors de nos dernières journées de prévention UNASEA, et je veux absolument confirmer cela et je vois quelqu'un dans la salle que je vais citer (Michel sur la ville de Limoge), c'est (et l'absence de ce que je vais dire, dont j'ai une part de responsabilité je le reconnais volontiers par rapport à ma vie antérieure), le rôle essentiel et primordial aujourd'hui des cadres intermédiaires en prévention spécialisée. Et la nécessité qu'il y ait des chefs de service, peu importe le nom qu'on leur donne, et que sur chaque équipe il y ait un cadre intermédiaire, compte tenu de la dynamique actuelle de la prévention spécialisée. Je ferme cette parenthèse, et je redonne la parole à Jean Luc.]

Jean- Luc DESCOURTIS, directeur de l'association ARC 75

Si tu m'y autorises, j'aimerais compléter le rôle essentiel et la place des cadres intermédiaires, et aussi rappeler que souvent une bonne équipe de prévention et une bonne équipe de rue, est une équipe qui a en son sein une diversité et une expérience, et que la place des anciens — de ceux qui ont quelques années d'expérience, de pratique et de déontologie — est tout à fait majeure dans la mise en place de l'action de prévention spécialisée. Or, (on les appelle les seniors, mais il y a d'autres noms à leur donner aussi), ils ont un rôle fondamental dans la retransmission des savoir-faire du métier. J'espère qu'on parviendra un jour à valoriser cette place.

Une parenthèse : je voudrai faire un résumé bref du point de mon intervention. Je crois que mon intervention s'appelle « Groupes et pratiques sociales collectives : utiliser la dynamique des groupes ». J'ai fait le choix d'avancer sur ce terrain et de vous présenter une expérience qui n'en est plus une maintenant, mais qui a commencé à peu près il y a une dizaine d'années, en 1997-98, que nous avons appelée « Scope Ado », et qui est une sorte de modèle d'intervention éducative et d'action pédagogique auprès des pré-adolescents. J'ai mis 13-16

ans, mais en réalité c'est 13-15 ans. C'est pour nous une source de richesse en termes d'action éducative. Je ne reviendrai pas là dessus, mais je voudrai quand même rendre hommage à ceux qui en ont été les promoteurs et quasiment les fondateurs, puisqu'il s'agit du mouvement « Village » et de Marc Hoffman, qui a été un des porteurs de ce projet et qui a beaucoup oeuvré auprès de la DGAS du ministère à l'époque, pour en faire une action innovante et obtenir des appels à projet. ARC 75 s'est située dans ces appels à projet et a été retenu comme site parisien. Et ce que je vais vous transmettre est un petit bout de cette expérience et de ce que nous avons pu acquérir.

[Modérateur : je pensais que tu allais intervenir plus longuement... Donc on va donner la parole à Nicole. Compte tenu de ses fonctions au conseil général (elle est en charge de la prévention), de ses fonctions actuelles en tant que directrice générale de la Fondation Feu vert, je pense que par rapport à tout ce qui est diagnostic, analyse de la demande, expertise, tu y es confrontée au quotidien, tu l'as été, et donc tu viens nous livrer un peu ton expérience.]

Thème : Analyse de la demande (sociale et/ou institutionnelle) et expertise des territoires d'intervention : une démarche associative constructive de l'intervention

Nicole GLOAGUEN, directrice de la Fondation Jeunesse Feu vert (Paris)

Nicole GLOAGEN

Je crois que par rapport à la commande publique, tout le monde est au clair sur cette question. Bien évidemment, la prévention spécialisée est une des missions de l'aide sociale à l'enfance. Dans ce cadre, c'est un outil parmi l'ensemble des missions, au service d'une politique sociale globale dont les grandes lignes sont définies aujourd'hui, mais l'ont toujours été, au niveau du département depuis 1986, et qui s'intègrent souvent dans le schéma de protection de l'enfance (en tout cas à Paris et en Seine Saint Denis).

Si dans les années 1957, l'action s'est généralement mise en place à partir de la volonté des militants, aujourd'hui que ce soit dans n'importe quel département, je reprendrai une phrase du rapport du groupe institutionnel sur la prévention spécialisée : « *C'est à l'autorité détentrice de la compétence que revient le rôle de définir dans la convention qui complète l'habilitation et dans le respect des dispositions de la loi, la mission et les objectifs globaux attribués à la prévention spécialisée.* »

Évidemment, à Paris et en Seine Saint Denis, cette politique publique s'inscrit formellement dans le champ éducatif et social, et s'inscrit dans le schéma départemental de protection de l'enfance. On peut dire sans être acoquiné pour reprendre une expression de ce matin, que la prévention spécialisée fonctionne avec la confiance accordée par les autorités publiques à des professionnels opérant qui plus est dans la confidentialité. Elle s'inscrit à Paris dans le cadre de la charte signée entre le président du conseil de Paris et les associations. En Seine Saint Denis, elle s'inscrit dans un document d'orientation en matière de prévention spécialisée, qui définit les grandes orientations pour environ six ans.

Le territoire est défini par les collectivités publiques. Il y a une cartographie des besoins. En Seine Saint Denis, il y a souvent une analyse sociologique qui précède l'implantation d'une équipe de prévention, et il y a également souvent des publics prioritaires qui sont définis, ils sont d'ailleurs parfois différents d'un département à l'autre. Par exemple, le public prioritaire en Seine Saint Denis, concerne les 10-16 ans. Prioritairement ne veut pas dire exclusivement, mais c'est une indication d'une orientation départementale et j'ai envie de dire que c'est à la Fondation et aux associations qui mènent cette mission, de traduire cette demande de la collectivité publique sur le terrain. Je crois qu'il est important de dire que les objectifs définis à la prévention spécialisée – on l'avait vu dans le rapport sur les collectifs de sécurité autour de la question de la commande publique – ne sont pas toujours orientés dans le cadre des schémas de protection de l'enfance. Ils sont souvent dans certains départements, reliés à d'autres missions qui sont plus du domaine de la prévention de la délinquance, de l'animation de quartier. On avait vu également l'action sociale et générale, voire le RMI. C'est vrai que par rapport à vous qui représentez beaucoup de départements, il est évident que la façon dont est située la mission et la façon dont elle est positionnée au niveau départemental, va avoir un effet important sur les pratiques professionnelles et sur la façon dont les institutions vont mettre en oeuvre cette mission. Il est vrai aussi, qu'il peut y avoir au niveau des orientations des politiques publiques, des préconisations. Par exemple, préconisation de faire un travail de rue, puisque vous savez que parfois (j'entendais ce matin) il y a des méthodologies qui sont plus à partir de démarches d'accompagnement individuels. C'est vrai que dans les deux départements dont je parle aujourd'hui, il y a quand même une préconisation du travail de rue et d'un travail en direction des groupes.

Autre orientation : la question de la transversalité et du travail en partenariat. Je crois que c'est quelque chose qui est défini par l'ensemble des départements en Île de France. Je crois

que ce qui est important, c'est que par rapport à cette commande publique, il y a des contextes différents. Par exemple, lorsqu'on travaille à partir d'une commande publique départementale, l'action mise en place, est mise en place sur un territoire qui est le territoire de la ville, et parfois (je le dis de façon assez claire), il y a une complexité entre le niveau départemental et le niveau local, parce que la demande qui est faite d'interventions d'une action de prévention spécialisée émane d'une commune qui porte une demande et une attente de la population au regard des difficultés rencontrées qui peuvent être de plusieurs ordres, et que la commande locale peut être sensiblement différente et parfois c'est une complexité importante dans la mise en place des actions, surtout dans le contexte actuel où on peut avoir des tensions entre l'éducatif et le sécuritaire, une contradiction entre le temps de l'éducation qui demande une action dans le long terme et la demande d'un élu qui demande à ce qu'il y ait une intervention qui fasse ses preuves tout de suite. Donc on est dans un ensemble de contradictions et de paradoxes, et il est évident qu'il y a un travail extrêmement important d'explicitation du travail qui va être mené par l'association et par l'équipe. Il y a également aussi quelque chose qui est aujourd'hui très important : c'est la dualité entre l'enfant victime et l'enfant coupable. Je pense qu'on est dans un retour entre cette question (c'est une vieille histoire, il ne faut pas penser que c'est une histoire récente) entre enfant en danger et enfant dangereux, et, enfant victime et enfant coupable. Je trouve qu'en ce moment, on est dans un contexte où l'action éducative et la philosophie de l'action éducative n'est pas forcément quelque chose qui est porté au plus haut niveau et que bien évidemment, cela a des effets par rapport à la mise en place.

Je vais essayer de passer de la commande publique, en essayant de vous dire qu'en réalité nous avons des moyens financiers qui font que c'est la collectivité publique qui nous confie une mission et que nous avons aussi des comptes à rendre à nos financeurs. C'est quelque chose qu'il faut dire assez clairement. Je pense que cela serait démagogique de penser autrement.

Après, comment dans le cadre institutionnel, faisons-nous avec la commande publique ? Par rapport à l'identité de la Fondation, il y a des valeurs partagées avec un conseil d'administration, des valeurs qui sont la primauté de l'éducatif, l'éducation au sens d'une éthique de l'éducation c'est à dire la prise en compte de la personne et de sa singularité et de son environnement, puis aussi une position politique sur la question sociale et sur le fait qu'on travaille dans des contextes difficiles, mais en même temps nous avons un souci que chaque jeune trouve sa place, et chaque personne aussi (parce que l'action s'adresse plus largement qu'aux jeunes), et qu'on a un enjeu important d'émancipation des personnes de transmission

de savoir et de connaissance et de partage. Je pense qu'il y a en même temps des valeurs et une philosophie de l'action que nous appelons souvent au sein de la Fondation, mais c'est souvent repris et pensé par toutes les équipes de prévention : c'est le faire avec. Le faire avec, c'est partager. La solidarité n'est pas simplement être à distance, mais c'est partager des moments de confiance, de partage, de convivialité avec des populations. Je crois qu'il est important de poser ce cadre avec des valeurs et des principes qui permettent aussi aux équipes et aux services de se référer à des principes et des valeurs associatives.

Je ne vais pas vous présenter un modèle clé en main (s'il y en avait, on ne serait pas là ce matin). Une institution est toujours un modèle en construction avec en même temps un héritage fait de l'histoire et des savoir-faire des hommes et des femmes qui ont construit le projet, et la façon dont on invente aujourd'hui au regard des difficultés rencontrées, et comment chacun réinvente en faisant toujours ce travail entre l'histoire, la transmission et l'invention. Il me semble que c'est un enjeu fondamental, je pense qu'il ne faut pas être dans des doctrines. Je pense que chaque génération doit réinventer au regard des enjeux qui se posent. Je le dis d'autant plus que souvent, c'est vrai que les gens partent de nos secteurs et c'est un peu après, moins le déluge. On a un enjeu qui est de permettre cette continuité entre les personnes qui ont construit l'histoire et ceux qui sont aujourd'hui en première ligne. Pour moi, c'est un enjeu essentiel pour travailler dans nos associations aujourd'hui. Bien évidemment, un CA engagé, un service piloté (ou des services puisqu'il y en a deux), avec des directions qui construisent le sens avec des cadres intermédiaires et les éducateurs. Je crois que l'enjeu est comment répondre à la mission qui nous est confiée dans le respect des valeurs de la fondation, de la mission confiée par les pouvoirs publics, et de la demande sociale ? Je crois que la complexité qui suppose une analyse extrêmement fine, et une connaissance, mais en même temps avec des outils pour conduire un projet qui a du sens. C'est vrai que dans notre Fondation, les projets sont sous la responsabilité des directions de service. Ils sont bien évidemment élaborés avec les équipes et ils sont validés par le conseil d'administration. Donc, j'ai envie de dire que peut-être c'est des premiers points que je voudrai soulever : il y a une interdépendance des acteurs, une interdépendance des administrateurs, de la direction des services et des cadres et des éducateurs, dans des rôles qui sont différenciés, mais complémentaires. J'ai envie de dire que dans cette histoire, personne ne peut se dépêtrer seul. Un conseil d'administration peut avoir des grandes valeurs et des grands principes, s'il n'y a pas une direction de service ou des éducateurs sur le terrain, rien ne peut se faire. Je crois que cette interdépendance est passionnante, mais en même temps très complexe. C'est un nous collectif. C'est un modèle organisationnel issu du questionnement et du cheminement sur ce

qui fonde le travail pour lequel on s'investit. Il y a un enjeu fondamental : c'est la traduction de la commande publique, et cela renvoie à la professionnalité et à des méthodologies, et je passerai au point sur l'expertise et le diagnostic qui relèvent du champ des professionnels même si tout cela est assez poreux (dans cette interdépendance, il n'y a pas un conseil d'administration qui fait du politique, une direction qui fait de la stratégie et des éducateurs qui font du terrain. Il y a une interaction entre tout cela). Au niveau de l'expertise, quelle est la spécificité de la prévention spécialisée ? C'est bien sûr la connaissance des publics les plus en difficulté. J'entendais bien ce que disait Pascal LE REST ce matin, mais je pense qu'au regard des enjeux d'aujourd'hui, la responsabilité des cadres est d'aider des équipes à analyser les processus en jeu dans la façon dont on va observer et prendre contact avec les jeunes (un poste avancé de poste et d'observation qui permet d'avoir une connaissance fine des jeunes et des fonctionnements du quartier d'intervention). Et je pense que le travail des cadres est important pour soutenir et décoder, permettre aux équipes d'avoir cette nécessaire analyse pluridisciplinaire. La complexité de ce champ est aussi la pluridisciplinarité. On l'a vu ce matin. Ce qu'il y avait d'intéressant ce matin (en tout cas la deuxième partie) c'était cette pluridisciplinarité. Il y avait un éclairage psy, et que chacun avait abordé les questions différemment. Et pour moi il y a un enjeu important aujourd'hui justement sur les enjeux de connaissances et de savoir comment on répond. C'est quand même la deuxième phase après l'observation, cette connaissance de la proximité, à savoir la façon dont on va définir un projet, avec une phase qui est de finaliser un projet et définir des finalités, mais en même temps, de préciser des objectifs concrets. Je ne vais pas insister sur les postures (car je veux laisser du temps à mon collègue), mais je pense qu'il y a un enjeu important et une posture de travail qui a été rappelée ce matin par tous les intervenants, notamment par la première intervenante, sur le fait qu'on s'appuie sur les compétences ou les ressources des personnes pour construire à partir de ce qu'on va pouvoir faire et en même temps faire avec, ce sont des pratiques professionnelles et ce sont des objectifs concrets.

J'ai envie de dire que c'est un enjeu autour de la professionnalité de notre secteur qui suppose de l'expertise interne et de l'expertise externe. Je pense qu'il faut être toujours vigilant à ne pas rester dans l'entre soi et à s'ouvrir. Je ne vais pas donner de bonnes méthodes parce que chaque service a ses méthodes différentes. Cela peut être de la formation continue, cela peut être des groupes de travail, peu importe. Mais en tout cas, ce sont des temps institutionnels qui permettent en même temps de retravailler les questions et de partager les diagnostics et partager les réponses. C'est vrai que j'ai évacué un champ extrêmement large (mais je pourrai y revenir tout à l'heure), c'est celui des diagnostics. En Seine Saint Denis par exemple, le

département a une convention bilatérale avec les associations, mais a également une convention bilatérale avec les villes. Donc autour de la question du diagnostic, celui-ci est partagé. C'est donc très simple, mais sur le terrain c'est toujours beaucoup plus compliqué, parce qu'on est à croiser des analyses et que l'enjeu est de pouvoir reconnaître la place de l'autre et aussi de reconnaître des spécificités dans les actions des uns et des autres. Je crois que c'est un enjeu important par rapport à nos actions aujourd'hui.

Je ne vais pas vous faire un inventaire à la Prévert de l'ensemble de ce que nous mettons en place à la Fondation. Mais ce que j'avais envie de vous dire, c'est que la professionnalité de l'institution ne signifie pas homogénéité des pratiques. Je crois que c'est fondamental. J'ai pensé davantage à des réponses de groupes parce que ces deux journées tournent autour du groupe, donc j'évacuerai la question du travail et d'accompagnement individuel, et les actions partenariales. Mais il est vrai que toutes les équipes inventent avec les jeunes des réponses que ce soit les chantiers humanitaires, et on voit bien qu'on travaille sur beaucoup d'autres choses. Ce sont les besoins de financement, ce sont les besoins matériels, c'est le côté autour de la socialisation. Ce matin, on a beaucoup parlé des filles. Par exemple, dans une des villes de Seine Saint Denis, un groupe de filles à Epinay sur Seine (vous savez que les relations dans les quartiers entre les garçons et les filles sont très compliquées), il y a eu un travail très intéressant autour d'une exposition qui se ballade aujourd'hui dans toute la Seine Saint Denis, qui était autour des Marianne, et autour de l'histoire des cinq Républiques et de l'histoire des femmes. Cela n'a pas été fait au hasard, mais car il nous semblait que cette question des relations filles/garçons, devait s'exprimer aussi à travers du symbolique. C'est vrai qu'on a en même temps le travail en direction des groupes naturels, c'est toujours fondamental, et c'est un des supports et fondamentaux du travail de prévention spécialisée, mais je pense aussi qu'on doit pouvoir inventer et penser des réponses lorsqu'il y a des difficultés qui dépassent la question du groupe qu'on rencontre, pour pouvoir aussi insuffler le symbolique dans nos actions. Je ne vais pas développer tous les outils.

En gros, sur les outils que nous avons en commun, je vais parler du projet de service, de la réflexion collective, du travail fondamental des chefs de service et des équipes. Je crois beaucoup à la question des équipes et du sens commun. Je crois beaucoup au travail de lien d'éducateur qui va à la rencontre, mais je crois aussi beaucoup à ce travail au sein d'une équipe, de partager et de confronter des idées. Puis, tout ce qui est formation et transmission sur ce qu'on fait, et je crois que les cadres — que ce soient les directions de service ou les administrateurs — doivent garantir la communication, parce que l'intelligibilité des actions doit passer par un langage accessible à nos partenaires. Et je crois que c'est un enjeu

important. Voilà sur cette première partie. C'était un peu synthétique, j'ai oublié plein de choses...

Modérateur/ Animateur :

J'ai apprécié Nicole, que tu rappelles la place de la commande publique. Dans ce que tu as développé tu as bien montré que la réalisation de cette commande publique est quand même du ressort de l'association, toute l'association (administrateurs, membres du CA, cadres, professionnels...). Or, je crois que dans ce que nous vivons à l'heure actuelle, ça réactive la société civile, les notions de citoyenneté et nous en avons besoin plus que jamais. J'ai apprécié également le développement sur les conventions tripartites et les conventions bilatérales : il y a une convention entre le conseil général et l'association et une convention entre le conseil général et la commune. C'est un débat de fond qui me semble important, dont nous n'aurons malheureusement pas le temps de traiter aujourd'hui.

Thème : Groupes et pratiques sociales collectives : utiliser la dynamique des groupes.

Jean-Luc DESCOURTIS, directeur de l'association ARC 75

Jean-Luc DESCOURTIS

Je vous ai indiqué en présentation que le modèle Scope Ado, a été initié dans les années 97-98 à partir de constats qui ont été effectués sur le terrain.

Donc les constats en 1997 : apparaît un phénomène relativement nouveau sur certains quartiers de Paris, et en particulier pour nous sur les quartiers où nous intervenons. Sur le 18e et le 13e arrondissements, nous constatons l'augmentation du nombre de pré-adolescents et d'enfants dans l'espace public. On date cela dans les années 95-96-97, sur la Porte de Clignancourt, la Porte d'Ivry, Porte de Vitry. On assiste à une présence de plus en plus importante d'enfants ou de pré-adolescents qui jusqu'à présent étaient relativement invisibles. C'était une classe d'âge des collégiens qui était passée relativement inaperçue auprès des équipes éducatives. Ce qui les caractérise, c'est qu'ils sont de plus en plus nombreux sur les trottoirs, sur les places et dans les quartiers. Ils ont tendance à reproduire le comportement de certains de leurs aînés. Ils sont même fascinés par certaines de leurs attitudes, et ils vont adopter des comportements quasiment identiques souvent dans les bagarres, les provocations, les insultes. On constate aussi que plus que tout autre, ils sont exposés au comportement de leurs aînés, notamment tout ce qui relève de ce qu'on appelle le guet — les petits services, les petits dépannages. Et peu à peu, ils vont adopter le même mode de comportement que leurs aînés qui sont pour beaucoup des jeunes majeurs. Donc très forte exposition de ces enfants mineurs.

On constate aussi que les parents sont souvent considérés comme responsables, démissionnaires pour beaucoup, alors qu'en réalité ils sont plus enclins à chercher des stratégies d'évitement ou de comportement des difficultés que leurs enfants peuvent rencontrer.

Autre constat important : la fonction d'éducation pour beaucoup de ces enfants, est reléguée en deuxième plan, parce que les familles sont en proie à des difficultés socio-économiques qui ne leur laissent peu de temps ou peu de loisirs de s'occuper véritablement de leurs enfants, que souvent cette fonction d'éducation est reléguée aussi, ou déléguées à un aîné ou à un membre de la famille qui va en faire son affaire, voire parfois fonction de l'éducation qui est

externalisée en faisant partir l'enfant du quartier et en l'envoyant chez un membre de la famille d'origine.

Constat aussi dans ces années 97 : ces enfants qui jusqu'à présent fréquentaient ce qu'on appelait sur Paris, les centres de loisirs ou les centres aérés, en réalité ne les fréquentent plus. La famille et l'école ne suffisent plus à organiser leur temps et à leur assurer une fonction d'éducation, mais il y a toute une partie de leur univers qui va prendre place dans l'espace public. On constate aussi que finalement il y a une certaine rareté dans les offres d'animation et d'éducation qui peuvent leur être formulé, que ces offres d'animation sont souvent des offres formulées par des équipes qui sont peu expérimentées, voire peu compétentes, et que les difficultés financières des familles vont croissantes.

Autre constat (mais c'est en interne) : la pratique des équipes éducatives d'ARC 75 est centrée essentiellement vers les grands adolescents et les jeunes majeurs. C'est une pratique fondée (on l'a rappelé au cours de ces journées) sur la libre adhésion et sur le volontariat des jeunes. C'est une pratique éducative qui va avoir tendance à impliquer et positionner les jeunes comme acteurs du projet et de leur vie, et donc de leur laisser la place la plus importante possible dans la réalisation de leur projet, que les séjours qui leur sont proposés sont souvent des séjours qui en eux-mêmes portent un projet, et que souvent cela abouti à des prises en charge et des accompagnements individuels sur le quartier.

Un certain nombre de questions se pose pour les équipes face à ce phénomène nouveau ou ces constats sur le terrain.

Première question : comment trouver une méthodologie ou vers quelle méthodologie pouvons-nous nous orienter pour faire passer ces pré-adolescents qui sont plutôt dans une logique pour certains, de vacuité, voire même de destruction auprès d'eux-mêmes ou de leur environnement, vers une logique de création et de réalisation ?

Comment éviter aussi des comportements bien souvent consuméristes ? Ils attendent du loisir, ils veulent des sorties, ils veulent participer à des camps ou à des séjours sans pour autant avoir les moyens ou que leurs familles puissent les doter des moyens financiers.

Autre question qui se pose pour nos équipes éducatives : quels changements,, d'un point de vue pratique, allons-nous devoir opérer pour prendre en compte ces nouveaux constats ? Quel type de pédagogie, vers quel modèle nous tourner pour faire émerger des pratiques qui prennent en compte le groupe et sa dynamique en particulier pour des très jeunes avec

lesquels nous n'avons pas forcément l'habitude de travailler ? Marc Hoffman, auquel je faisais référence tout à l'heure, ainsi que l'équipe de prévention spécialisée de Toulouse (au Mirail), avait interpellé sur cette question, à savoir comment faire fonctionner chez ces enfants et pré-adolescents, le piège à désir ? Comment concilier aussi la faiblesse des revenus des familles, leur forte demande de loisirs (sur les 12-15 ans) et en même temps, des principes éducatifs forts auxquels je viens de faire référence, en ce qui concerne ARC 75 ?

On s'est tourné vers le modèle coopératif que nous avons retenu parce c'est à ce moment-là qu'il y a eu appel d'offres et que nous avons établi des liens réguliers avec nos collègues du Sud Ouest. Le modèle coopératif est pour nous un modèle qui a vraiment inspiré les Scopes Ado, et qui nécessite une forte implication des producteurs dans l'élaboration, dans la gestion, dans le contrôle de tout le processus de décision. C'est un modèle qui peut permettre une bonne expérience du fonctionnement collectif et donc d'apprentissage des règles. Puis, certains d'entre nous avaient aussi l'expérience de la pédagogie institutionnelle, et celle-ci pouvait aussi se mettre au service du groupe d'adolescents pour les échanges, les prises de décision, la négociation avec les adultes pour le partage des responsabilités et l'élaboration d'un système de fonctionnement interne au groupe de pré-adolescents, qui puisse être opérationnel. Je crois que pour un certain nombre d'entre nous, il y avait aussi des références à des auteurs, dont je pense qu'on parle encore, les grands pédagogues auxquels on peut faire référence en formation qui sont Wade ou Croly, qui n'ont jamais caché leur attirance pour les modèles autogestionnaires et coopératifs — en tout cas des modèles dans lesquels l'enfant peut avoir une place et une responsabilité dans le fonctionnement institutionnel.

Les principes généraux de Scope Ado sont de proposer un projet socio-éducatif à des adolescents (qui ont moins de 16 ans et qui ne sont pas autorisés à travailler en salarié) pour un projet qui sera un projet de groupe, qui va prendre en compte la question de l'argent et de l'économie, et des rapports sociaux, en les impliquant collectivement dans tout le processus de production, jusqu'à parvenir à l'aboutissement d'un projet qui sera le leur, qu'ils auront choisi, et dans lequel ils se seront engagés. Les étapes de ce projet : d'abord la constitution négociée d'un groupe autour d'un projet commun. L'éducateur de prévention spécialisée a là une place privilégiée et remarquable. C'est lui qui connaît un peu, parfois beaucoup, ces jeunes, individuellement et collectivement. Il va devenir le maître d'oeuvre de ce projet Scope Ado, qui va avoir pour objectif de parvenir à une forme de loisir ou un projet de loisir ou d'animation ou de sport. Il connaît bien leur situation dans le quartier, il connaît la réaction de l'environnement et des familles vis-à-vis de ces enfants. Il connaît aussi la place qu'ils occupent dans le milieu scolaire et la manière dont certains peuvent en être écartés. On parle

déjà à cette époque de nomadisme scolaire. C'est lui qui va orienter en favorisant la créativité collective et l'initiative individuelle.

Sur la présentation de la méthodologie et des règles fondamentales, très rapidement va se poser (une fois qu'on a ouvert le piège ou la boîte à projet, la boîte à désir), le problème de comment y parvenir et avec quels moyens ? D'abord, un travail est à faire sur l'estimation budgétaire (cela commence toujours par cela), c'est à dire comment passer du rêve à la réalité, comment fixer un cadre et se donner quelques limites ? Il va falloir se constituer ce que nous appelons une bourse collective, avec un principe qui est celui de la tirelire, c'est-à-dire qu'une fois que l'argent est tombé dans la bourse collective, elle ne peut plus en sortir, sauf pour réaliser le projet que le groupe s'est fixé. Autrement dit, lorsque le groupe s'est constitué, il doit très rapidement – sous pilotage et maîtrise d'oeuvre de l'éducateur - avoir intégré qu'il va y avoir des règles et qu'on peut bien sûr quitter un groupe, mais on ne pourra pas emporter avec soi la somme que l'on aura collectée, qui devra rester dans le groupe ou qui permettra au groupe d'intégrer un nouveau membre. On verra que cet aspect est souvent un problème, en tout cas il nécessite des discussions et des négociations extrêmement ardues. Il va falloir aussi réintégrer les parents dans cette logique. Les pré-adolescents sont dans la rue, mais on n'a pas forcément le contact avec les parents, et très rapidement, la question de la place et de la fonction parentale va être à l'ordre du jour, et les éducateurs vont devoir prendre contact avec les parents individuellement ou collectivement (cela dépend des lieux) pour leur rappeler et les informer de ce à quoi cette pédagogie ou ce travail éducatif va engager leur enfant.

Très rapidement ensuite, il va falloir se poser la question de la façon dont on va collecter cet argent et dont on va parvenir à la couverture partielle ou totale des frais du projet. Et là aussi, l'éducateur va avoir une place primordiale. On va privilégier tout ce qui est de l'ordre de l'économie solidaire ou du travail ou des actions dirigées vers la communauté, sur les services liés en direction de la communauté. Certains groupes ont fait du débroussaillage de rivières, de l'affichage sur Paris pour les conseils de quartier ou les conseils d'arrondissement qui nécessitent un démarchage auprès des commerçants et des établissements publics. Certains ont fait des petits déménagements à l'intérieur d'une collectivité ou d'une mairie. Certains ont fait des emballages cadeaux pour des fêtes (Noël par exemple). On va privilégier aussi la capacité de production collective du groupe. Certains préadolescents ont fait des groupes, des cartes de vœux, des calendriers qu'ils ont eux-mêmes vendus par leur propre réseau. Des opérations « Pain et chocolat », des stands de gâteaux pendant les fêtes : tout ce qui peut d'une façon ou d'une autre leur donner une place dans la communauté et dans la collectivité, mais aussi leur permettre d'alimenter cette bourse collective. On privilégie aussi beaucoup ce que

nous appelons les actions solidaires, c'est-à-dire permettre à ces pré-adolescents de découvrir des facettes de notre société, et entre autres, les organisations caritatives, telles qu'Emmaüs, Les Restos du Coeur, Secours Populaire, Secours Catholique, par du travail dans les vestiaires, de la participation à des repas, la collecte de cadeaux et leur distribution pendant les fêtes de Noël, etc.

Puis, un autre axe de travail important pour nous : l'activité culturelle. En réalité, on se rend compte que sur le Scope Ado et sur le mode de production, ce qui va permettre de générer et d'abonder la bourse collective, toutes les possibilités sont ouvertes, mais vous avez compris que nous nous écartons quand même de tout ce qui est de l'ordre marchand et commercial, pour privilégier ce qui va donner une place à ces jeunes et leur faire découvrir des aspects de la société.

Cette phase de choix et de production est très importante, parce que c'est une phase où le groupe va rentrer en cohésion. Il va y avoir des rivalités et des conflits. C'est une période où tout le groupe va être centré sur la réalisation de l'objectif immédiat. Les pré-ados sont toujours en train de demander où en est la bourse, combien il leur manque pour arriver au projet, ce qu'ils feront la prochaine fois...

C'est une phase aussi de conscientisation, ils ont un sentiment très fort d'appartenir à un collectif. Ils se soudent entre eux en dépit des tensions et des conflits possibles. Ils sont centrés totalement sur l'objectif de faire quelque chose ensemble et de structurer aussi leur temps. Ils s'identifient aussi d'ailleurs à des Scope Ado. Il n'est pas rare à ce stade, d'entendre les pré-ados se nommer entre eux « Moi je fais un Scope Ado, je suis un Scope Ado », y compris dans leurs établissements scolaires.

C'est aussi une phase extrêmement importante, parce que c'est une phase de reconnaissance de l'environnement, et on voit à ce stade de la réalisation, le regard de l'environnement, se modifier. Eux qui étaient dans la vacuité, dans l'absence d'avenir et de projet immédiat, souvent avec des comportements assez abandonniques, on voit ces pré-adolescents être reconnus pour ce qu'ils sont et avec les capacités qu'ils sont capables de présenter. On voit là le regard parfois des fonctionnaires municipaux, des établissements scolaires, et des commerçants aussi, se modifier à leur égard.

C'est aussi le moment où la place de ces pré-ados va se modifier dans la famille. Bien évidemment, lui qui avait plutôt tendance à fuir l'espace familial au profit de l'espace public, et qui était plutôt une source d'ennui et de problème pour la famille, en s'engageant dans ce type de réalisation, va prendre une place tout à fait nouvelle aux yeux et au regard de ses frères aînés, mais aussi au regard de ses parents.

C'est une phase où il y a une visibilité évidente, puisqu'on parle, il y a des panneaux lors des fêtes de quartier, les jeunes présentent leur projet pour collecter leur bourse. C'est une phase où ils ont une très forte identité de Scope Ado, et où ils sont en capacité d'exprimer les raisons pour lesquelles ils se sont organisés ainsi et de repérer très clairement leurs interlocuteurs et de se situer par rapport à leurs interlocuteurs. Ils acquièrent des savoir-faire ou des habiletés qu'on pourrait appeler des habiletés sociales qui leur seront utiles par la suite lorsqu'ils rentreront dans le monde du travail ou de la formation.

Une fois que cette bourse a été abondée, à 50 ou 60 % du montant, il n'y a pas de règle absolue, on passe à la phase de réalisation du projet. Cette autre partie qui permet de voir vers quoi on va. Et les pistes sont extrêmement diverses. L'éducateur écoute et accompagne ce désir et ce projet des pré-adolescents. Parmi quelques exemples, on a eu des groupes de filles qui ont voulu partir sur les plages turques. On a eu plus récemment un week-end à Londres avec une rencontre de foot United-Chelsea (je crois bien), où les jeunes voulaient absolument assister à ce match. Bien évidemment, ils n'ont pas pu rentrer dans le stade compte tenu des tarifs, mais ils ont assisté sur grand écran au match. On a eu une semaine en Espagne dans le cadre de qu'on appelait un Dodesticap, c'est-à-dire un championnat international auquel ils ont participé. On a eu un week-end motocross, etc., mais la liste n'est pas du tout limitée.

C'est une phase de concrétisation, c'est le moment où il peut y avoir un peu de dépression aussi dans le groupe, car cela prend deux ou trois mois pour parvenir à faire aboutir un Scope Ado, et il peut y avoir des temps de démobilisation. Dans ce cas, il faut arriver à redynamiser le groupe, à remotiver tout le monde - et l'éducateur a là un rôle essentiel.

C'est aussi un moment où apparaissent un certain nombre de résistances inattendues d'obstacles tout à fait insoupçonnés. Comme par hasard, là où les enfants perdent leurs papiers d'identité ou le passeport, le moment où l'enfant ou le pré-ado est puni par la famille et on lui interdit de partir : c'est ce type d'événements qui peut surgir et qui vont nécessiter une médiation importante entre l'éducateur, la famille et le préadolescent. C'est aussi le moment où on réintroduit massivement les parents dans le projet. D'une certaine manière, ils en tirent une fierté, on voit ce regard qui change, certains parents peuvent dire qu'ils n'imaginaient pas qu'ils y parviendraient. Ils indiquent aussi qu'il y a d'autres frères et soeurs et qu'ils aimeraient bien qu'ils fassent la même chose.

Voilà très rapidement ce que nous appelons la pédagogie Scope Ado. Cette pédagogie, après l'avoir mise en place et pratiquée pendant une dizaine d'années au sein d'ARC 75, nous invite à un certain nombre de réflexions. Nous n'avons pas de conclusion là dessus, c'est très ouvert.

Notamment, on s'interroge sur la mise en application de la loi de 2002 qui insiste beaucoup sur le projet individualisé. Je crois qu'il s'agit de l'article 7, alinéas 3 ou 4, le projet individualisé, sur la prise en charge, sur l'enfant ou le jeune comme acteur de son projet.

Sur le travail et le pouvoir éducatif du groupe, on est amené à réfléchir, en tout cas à se pencher sur nos références pédagogiques, sur le mode d'organisation du temps de travail, puisque cela va de soi, on travaille avec des pré-adolescents. On travaille donc hors temps scolaire. Et une fois qu'on a retiré le temps de scolarité, il reste un espace et un temps d'intervention très important et qui nécessite une nouvelle organisation du temps de travail pour être le plus possible présent auprès de ces pré-adolescents. Cela interroge beaucoup sur les attentes des adolescents : ils sont dans des attentes de type offre de relation individuelle ou est-ce qu'au contraire, le groupe peut être considéré comme un élément seul d'éducation, voire même un élément thérapeutique pour certains d'entre eux, et qui ne va pas forcément nécessiter de prolongement et de prise en charge individuelle au-delà du projet. Puis cela interroge aussi sur le sens politique de l'acte éducatif (Bourdieu l'avait posé) au sens où la conduite d'une action éducative doit s'articuler autour de deux dimensions : une dimension dite d'émancipation — celle qui va permettre à un préadolescent de remettre en question ses liens et ses attachements avec son environnement voire même de les rompre — et une dimension d'association – tout ce qui va permettre à aider cet adolescent à construire de nouveaux liens avec leur environnement, et à se forger ses nouveaux outils d'habileté sociale et de reconnaissance par le milieu.
